RENCONTRES DE LUXEMBOURG (22-25 SEPTEMBRE 2011)

On trouvera ci-dessous l’intitulé définitif du thème et la liste des communications des journées. Les orateurs sont priés de faire connaître leurs éventuels désiderata quant à l’insertion de leur exposé dans le programme des jeudi 22, vendredi 23 et samedi 24 (impossibilités pour cas de force majeure). Le lieu des séances doit encore être déterminé par les enseignants d’histoire de l’Université de Luxembourg, coorganisateur avec le Centre européen d’études bourguignonnes. La journée du dimanche 25 sera consacrée à une excursion.

Le renvoi du formulaire ci-joint (courrier postal ou électronique) est indispensable pour assurer la réception des informations ultérieures, en particulier, fin août, le programme détaillé.

MÉMOIRES CONFLICTUELLES ET MYTHES CONCURRENTS DANS LES PAYS BOURGUIGNONS (v. 1380-1520)

Michel MARGUE (Luxembourg) : Mythes et mémoires au bas moyen âge (exposé inaugural)

Jean-Christophe BLANCHARD (Nancy) : Entre généalogie et mythologie : la mise en images de la mémoire dynastique dans les heures d’Antoine, duc de Lorraine (1508-1544)

Eric BOUSMAR (Bruxelles) : Siècle de Bourgogne, siècle des grands ducs : variations de mémoire en Belgique et en France du XIXème siècle à nos jours

Andrew BROWN (Palmerston North [Nouvelle-Zélande]) : Liturgical memory and civic politics: the entry of Maximilian into Bruges 1486

Hans COOLS et Violet SOEN (Louvain – KUL) : Passer des frontières : élites transrégionales et limites de l’idéologie bourguignonne. Les cas de la famille de Luxembourg et de la famille de Croÿ (1470-1530)

Mario DAMEN (Amsterdam) et Robert STEIN (Leiden) : Cultural policies of the elites vis-à-vis the prince in the duchy of Brabant. The case of the Carthusian convent of Schrewt

Charlotte DENOËL (Paris) : Le culte politique de Saint André dans les régions bourguignonnes

Gilles DOCQUIER (Mariemont/Bruxelles) : « L’heure du légitime tribut sonne pour Bruges » : revendications brugeoises autour de l’ordre de la Toison d’or
CENTRE EUROPÉEN D’ÉTUDES BOURGUIGNONNES (XIVᵉ-XVIᵉ SIÈCLE)

BULLETIN D’INFORMATION n° 61 — FÉVRIER 2011

Sonja DÜNNEBEIL (Wien) : Der Orden von Goldenen Vlies als Zeichen burgundischer Einheit unter Maximilian I.

Jan DUMOLYN (Ghent) et Graeme SMALL (Glasgow) : Burgundian state propaganda: the media and the messages.

Jonathan DUMONT, Alain MARCANDISSE et Christophe MASSON (Liège) : Les funérailles de Philippe le Beau, survivance ducale bourguignonne ou prémices royales espagnoles ?

Juan Luis GONZALES GARCIA (Madrid) : Artistic issues of (dis)continuity between the dukes of Burgundy and the Spanish Habsburgs in the 16th century.

Jelle HAEMERS (Louvain – KUL) et Frederik BUYLAERT (Gand) : La mémoire de Nicolas Despars: identité politique, historiographie urbaine et une « mémoire » noble à Bruges.

Bertrand HAQUETTE (Lille) : Réécrire l’histoire sans « essayer les secrets des maisons » : le cas La Viesville.

Jean-Paul HOYOIS (Bruxelles) : Idéologie versus objectivité : Marguerite d’Autriche et Marie de Haucrie sous la plume des historiens des XIXᵉ et XXᵉ siècles.

Antoine LEDUC (Paris – Musée de l’Armée) et Nicolas BAPTISTE (Chambéry) : Regard critique sur le butin bourguignon.

Len SCALES (Durham) : Leaving an impression: Itinerant rule and the materials of memory in Germany and the Bourgundian territories (to c.1440).

Harry SCHNITKER (Birmingham) : Multiple memories: Jean de Vaux’s Vie de Sainte Colette, Burgundy and the Church.

Tobias TANNEBERGER (Dresden) : Die historiographischen Konstruktionen in der Genealogia principum Tungro-Brahantinorum und ihr Kontext im Vergleich.

Rob C. WEGMAN (Princeton) : The “contenance angloise” of Philip the Good.

Monique WEIS et Jean HOUSIAU (Bruxelles) : L’opéra comme « lieu de mémoire » : la pacification de Gand (1576).

(R)APPEL AUX COTISATIONS

ATTENTION !

L’année 2011 se veut une année de transition et de renforcement du caractère européen de la trésorerie du Centre. Par conséquent, nous invitons nos membres de la zone Euro à verser leur cotisation sur le compte belge du Centre par virement européen électronique ou papier. Utilisez-le, quel que soit le pays européen où vous résidez. Remplissez-le, signez-le et déposez-le auprès de votre organisme financier habituel.

Merci d’avance pour votre collaboration.

La cotisation pour 2011 demeure fixée à € 20 / CHF 35 ; cotisation de soutien : € 40.

- Centre européen d’études bourguignonnes - UBS, CH 2001 Neuchâtel - 200-F0142567.0 (BIC = UBSWCHZH80A / IBAN = CH98 0029 0290 F014 2567 0) (0=zero et pas lettre O).


- Compte postal du Centre européen d’études bourguignonnes - Dijon 04 745 45 Y 025 - rue Pelletier de Chambure, 12, F 21000 Dijon (BIC = PSSTFRPDDJ / IBAN = FR80 2004 1010 0404 7454 5Y02 555).
Centre européen d'études bourguignonnes (XIVe-XVIe siècle)

Bulletin d'information n° 61 — Février 2011

- Mw ten Baa - van Dijk t.g.v. Centre européen d'études bourguignonnes - n° 615866 (postrekkening) - Söderblomplaats, 684, NL 3069 ST Rotterdam.

En cas de paiement par mandat de poste international, indiquer seulement : Centre européen d'études bourguignonnes - Jean-Marie Cauchies.

Nouveaux membres

Mlle Diane Archer (Paris) M. Patrice Beck (Lille)
M. Jean-Yves Archer (Paris) M. Pit Péporté (Luxembourg)

Promotions doctorales

Le 16 novembre 2010, Henri Simonneau a soutenu à l'Université Charles de Gaulle – Lille III une thèse de doctorat intitulée « Grandeur et décadence d'une institution aulique : les hérauts d'armes dans les Pays-Bas bourguignon entre 1467 et 1519 ».

Le 22 novembre 2010, Alexandra Velissariou a soutenu à l'Université de Reims – Champagne – Ardennes une thèse de doctorat de Lettres et Sciences humaines intitulée « Aspects dramatiques et écriture théâtrale dans les Cent Nouvelles nouvelles et la littérature du Moyen Âge tardif ».


Annonce de colloques


Les Cent Nouvelles nouvelles, œuvre anonyme rédigée à la cour de Bourgogne aux alentours de 1462, se distinguent à la fois par leur caractère précurseur et par leur ancrage profond dans la littérature européenne du Moyen Âge flamboyant. De fait, il s'agit là du premier recueil de nouvelles en langue française, conçu dans le cadre de la prestigieuse cour de Philippe le Bon, sur le modèle du déjà célèbre Décameron de Boccace. L'un des objectifs prioritaires de ces rencontres internationales sera de mettre à l'honneur cette œuvre phare, à laquelle aucun colloque scientifique n'a été consacré jusqu'à ce jour. Ces rencontres se voudraient par surcroît un espace de réflexion sur les origines et le rayonnement de la nouvelle à travers l'Europe médiévale et moderne.

Contacts : Jean.Devaux@univ-littoral.fr, Alexandra.Velissariou@wanadoo.fr
Les auteurs visés sont ceux qui écrivent en néo-latin comme en langue vernaculaire. « Bourgogne » doit être entendu au sens et dans l’extension géographique que cette région avait à la Renaissance. Une question posée est de savoir si une image cohérente du « Nord » apparaît sous la plume d’écrivains de provenances aussi variées que la Bourgogne, la Belgique ou les Pays-Bas (Hollande) actuels. Mais le débat est ouvert aussi pour les écrivains issus des autres possessions de Charles Quint et des Habsbourg (Espagne, Autriche), d’Allemagne, d’Italie. Images embellies, magnifiées, ou au contraire sombres et cruelles ? lieux d’épanouissement ou au contraire de pauvreté, qu’il a fallu quitter pour « réussir » ?

Les propositions de communications sont à faire parvenir avant le 30 mai 2011 à l’adresse ci-après : sylvie.laigneau-fontaine@sfr.fr

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Auteurs des recensions : J.-M. C. = Jean-Marie Cauchies ; J. D. = Jean Devaux ; E. F. = Emmanuel Falzone ; A. M. = Alain Marchandisse ; M. S. = Monique Sommer ; J. V.-S. = Jeanne Verbij-Schillings ; H. W. = Hanno Wijman.


Les deux premiers registres des actes capitulaires de l’ordre de la Toison d’or, publiés en 2002 et 2003, concernaient respectivement les chapitres sous Philippe le Bon depuis la fondation (1431-1467) et le chapitre de 1468 à Bruges. Tenu par le greffier de l’ordre, celui-ci, édité d’après le manuscrit conservé à Vienne, couvre le chapitre organisé dans la ville hainvrière de Valenciennes, du 1er au 14 mai 1473, au rythme d’une réunion quotidienne. Douze chevaliers (sur vingt-trois en vie) y ont assisté aux côtés du duc Charles le Hardi et sept nouveaux chevaliers ont été élus aux sièges vacants pour cause de décès. Le contenu des rapports (rédigés en français) est très dense et présente un grand intérêt sur des questions politiques et protocolaires. Parmi les principaux sujets abordés, outre bien sûr les propositions de candidatures, le résultat des élections et la motivation de refus, on relèvera un copieux volet intitulé « chapitres des corrections », où sont exprimées louanges et critiques fondées à l’adresse des chevaliers, duc compris, qui peut trouver là l’occasion de justifier ses choix politiques. Les actes se font aussi l’écho de grands « dossiers » politiques du temps (les Croÿ, le conflit familial en Gueldre,...). Y sont transcrites une série de lettres envoyées à divers destinataires en exécution des décisions de l’assemblée. L’édaiteur a joint 74 registres de documents en rapport avec l’ordre pour les années 1472 à 1475.

J.M.C.


Après la Corte instructie in materie criminelle (1995), t. 1 de la série des œuvres de Philippe Wielant (1530), conseiller au Conseil de Flandre puis au Grand Conseil de Malines, voici la traduction française (ca 1519) de la Practijk civile du grand jurisconsulte flamand, dont la
première édition intégrale date de 1573. La version française inédite est connue par quatre manuscrits dont l’un, conservé à Londres, est utilisé ici. L’ouvrage est un témoignage de l’essor de la procédure savante des hautes cours de justice où Wielant fut en fonction ; diffusé d’abord en interne à ces cours, il fut connu dès le milieu du XVIe siècle dans d’autres principautés des Pays-Bas. C’est un manuel de procédure destiné à la pratique : après quelques chapitres consacrés aux juges, juridictions, natures et types de procès, il expose ce que doit être le procès civil en dix « parties » ou « temps », depuis les préparatifs de la citation jusqu’à l’exécution de la sentence, en passant par la comparution, les débats, la production des preuves, les conclusions en droit, le prononcé de la sentence. Un important index des matières confectionné par les éditeurs fait en même temps fonction de lexique de la procédure.

J. M. C.


- R. ADAM, Dans le Cyron de Marguerite de Croÿ, comtesse de Lalaing (1508-1549), pp. 13-27, 4 fig.

L'A. présente une impression parisiennne (vers 1516) de Cyron le Courtoys. Avecques la devise des armes de tous les chevaliers de la table ronde (Bruxelles, KBB, Inc B 553), livre possédé par Marguerite de Croÿ, épouse de Charles, comte de Lalaing, comme l’indique son ex-libris. Il témoigne de la diffusion du cycle arthurien grâce à l'imprimerie mais, de facture assez modeste, il contraste avec le luxe habituel des ouvrages bourguignons. Il est emblématique d’une certaine mutation culturelle à la charnière du Moyen Âge et des Temps modernes. Sa fonction dans une bibliothèque féminine était peut-être de servir à l'instruction de Philippe, le fils unique de la comtesse de Lalaing.

- G. DOCQUIER, Sur les traces d’un bélier légendaire : réflexions et hypothèses sur les représentations du collier de l’ordre de la Toison d’or dans quelques manuscrits de la période burgondo-habsbourgeoise, pp. 49-73, 10 fig.

Comment le collier de la Toison d’or, emblème de la dynastie, est-il représenté dans les miniatures qui ornent les nombreux et luxueux manuscrits de la période ? C’est à cette question que répond l’auteur en sélectionnant des exemples significatifs, faute de l’existence d’un relevé exhaustif des manuscrits ayant appartenu aux membres de l’ordre. Le fusil » à crochets », parfois tréflé, est un élément rémanent, mais il n’existe pas de modèle » standardisé » des colliers. Une comparaison est faite entre leur représentation dans les manuscrits et dans les peintures des primitifs flamands.


Après une réflexion générale sur la philologie médiévale et ses réticences à reconnaître un manuscrit autographe [copie transcrète et/ou corrigée par son auteur], sont passés en revue les points litigieux mis en exergue par la critique moderne pour nier le caractère autographique des manuscrits de Christine de Pizan : absence de preuves, orthographe variable, fautes, variations graphologiques. L’auteur montre que Christine de Pizan bénéficiait pour ses manuscrits d’un héritage paternel et d’une union providentielle, son mari étant notaire royal jusqu’à sa mort en 1390. Le contexte social, historique et économique était aussi favorable pour une veuve, femme de lettres, soucieuse de gérer la production de ses écrits.
H. Wisman, *Le connétable et le chanoyne. Les ambitions bibliophiliques de Louis de Luxembourg au regard des manuscrits autographes de Jean Mielot*, pp. 119-150, 7 fig.

Après avoir retracé la carrière de Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol (1418-1475), l'auteur présente sa collection des 24 manuscrits connus et analyse leur genèse dans l'ordre chronologique. La bibliothèque de Louis devait comporter une soixantaine de livres, une partie provenant d'un coffre de son grand-père Walram III. Fait assez rare, Louis exerça un mécénat littéraire, marqué par l'emploi successif de deux auteurs, sans doute aussi précepteurs de ses enfants, Antoine de la Sale et surtout Jean Mielot qui fut aussi son chapellan et dont les manuscrits autographes sont décrits.

M. S.


E. F.
J. Dumont, *Ordre social et destin impérial dans les Chroniques de Louis XII de Jean d'Auton*,
Comme l'indique le titre de cette étude, l'A. met ici en lumière deux aspects fondamentaux
de l'imaginaire politique de Jean d'Auton, chroniqueur du roi Louis XII. Ainsi sa vision de
la société française relève-t-elle d'une construction d'ordre pyramidal : tandis que la
bravoure de la classe noblemanière lui confère une nette supériorité morale sur ses adversaires
italiens ou espagnols, cette vertu rejaillit sur le bon peuple de France et sur l'ensemble de
la nation française, faisant dès lors de ces deux entités "le socle sur lequel repose un roi-
chevalier juste et pieux", parangon de justice, mais aussi de clémence. Parallèlement, Jean
d'Auton se fait le porte-parole des prétentions impériales et des rêves de croisade de
Louis XII, procédant de la sorte, au fil de ses chroniques, à une « transfiguration
eschatologique » du souverain propre à légitimer les Guerres d'Italie.

J. D.

L. Sicking, *Ten juweure van Vee, en de voorst, De heren van Veere als makelaars in macht tussen
zee en vasteland*, ca. 1430-1558, dans P. Blom [et al.], *Borsoe, Bourgondië, Orange, Heren
en markiezen van Veere en Vlissingen 1400-1700*. Hilversum, 2009, pp. 27-60
(Amsterdamse historische reeks, Grote serie, 35).
L'A. se penche sur le rôle des élites régionales dans les anciens Pays-Bas pour la politique
de centralisation du souverain bourguignon durant les années 1430-1558. Il se concentre
sur l'importance des seigneurs de Veere pour la réalisation de la politique maritaine du
pouvoir souverain. Il apparaît que les seigneurs de Veere de la maison de Borsoe,
commandants de la flotte bourguignonne, ont toutefois su maintenir une position
relativement indépendante. Pour leurs successeurs de la maison de Bourgogne, la marge
pour manoeuvrer en faveur de leurs intérêts particuliers diminuait après l'incorporation du
pouvoir seigneurial de Veere dans l'appareil administratif habsbourgeois en 1485. À la base
de cette incorporation se trouva le mariage entre Anne de Borsoe, fille héritière de
Wolfert VI, et Philippe de Bourgogne-Beveren, instigé par Maximilien de Habsbourg, ce
par quoi l'héritage de Wolfert VI tomba aux mains d'une branche collatérale de la famille
ducale. En 1558, à la mort de Maximilien de Bourgogne, depuis 1555 marquis de Veere, la
seigneurie échut en partage aux héritiers, créanciers et liquidateurs judiciaires.

J. V.-S.

J. Haemers, *Opstand adelt? De rechtsvordering van het politieke verzet van de adel in de
Vlaamse Opstand (1482-1492)*, dans *Bijdragen en mededelingen betreffende de geschiedenis
Au sein d'un numéro entièrement dédié au sujet de la noblesse des anciens Pays-Bas (XIVe
– XVIIe siècles), Jelle Haemers analyse le rôle de certains membres de la haute noblesse
lors des années troubles 1482-1492. Durant ce conflit trois nobles, Louis de Bruges,
seigneur de Gruitthuse, Adolphe de Cîèves, seigneur de Ravestein et Philippe de Cîèves,
les fils de celui-ci, furent impliqués dans la révolte des villes flamandes contre Maximilien
d'Autriche. Cette résistance mena à l'accusation de lèse-majesté par une cour spéciale de
l'Ordre de la Toison d'Or. Haemers démontre comment les pièces du procès, notamment
les apologies des trois mentionnés, sont des sources précieuses sur les idées politiques de
la noblesse. Les nobles plaideraient en effet, que s'ils étaient tenus de servir le prince, ce
service politique devait être réciproque. Le prince fut obligé de consulter les nobles et de
respecter les traditions et les privilèges.

H. W.

L’A. décrit, édite et commente le texte d’un sauf-conduit du 2 mai 1483 accordé par Maximilien, archiduc d’Autriche, gouvernant alors les Pays-Bas, au duc Jean II de Clèves et de La Marck, et à son frère Englebert, ou à leurs mandataires, en vue de négociations qui doivent avoir lieu entre eux dans les jours qui suivent, à Bois-le-Duc, dans le cadre d’un conflit opposant l’archiduc aux princes clévinois à propos de la Gueldre et de la principauté ecclésiastique d’Utrecht, des négociations dont l’on peut à bon droit douter de la menée.

A. M.


En dépit de sa brièveté, le texte publié en 1719 par Thomas Hearne sous le titre « A remarkable Fragment of an Old English Chronicle » apporte un précieux éclairage sur les origines du genre historique des mémoires, qui connut en Angleterre une lente gestation. Retranscrit au cœur d’une série de généalogies dans la section initiale du manuscrit Ashmole 845 (Oxford, Bibliothèque Bodléienne), il se présente explicitement comme un témoignage personnel sur la décennie 1460-1470 : composé au soir de sa vie par Thomas Howard, deuxième duc de Norfolk (1443-1524), il vise à pallier les imperfections des récits de Richard Pynson et de Robert Gaguin en les complétant de données authentiques émanant d’un témoin oculaire et portant notamment sur les relations franco-bourguignonnes. La « longue préhistoire des mémoires anglais » (XVIe-XVIIe s.), retracée dans la seconde partie de cet article, permet d’apprécié à sa juste portée la singularité et l’intérêt de ce fragment.

J. D.


L’article propose une comparaison entre deux bibliothèques princières, constituées au XVe siècle, la librairie de Philippe le Bon, duc de Bourgogne (1419-1467), et celle de Matthias Corvin, roi de Hongrie (1458-1490). Les observations abordent la formation de ces deux bibliothèques (taille, constitution, lieux de commandes), le rôle des conseillers et de l’épouse du prince, les langues des écrits et la présence d’influences humanistes. Bien que leur formation se déroule presque en même temps, il y eut des différences remarquables. Le duc de Bourgogne hérita de la librairie d’environ 200 livres de ses ancêtres et la développa largement entre 1445 et 1467. À la fin de sa vie, elle comptait près de 900 livres, dont aujourd’hui 400 sont identifiés avec des manuscrits subsistants (45% du total). Par contre, Matthias Corvin fonda en peu de temps une bibliothèque en partant de zéro, dont aujourd’hui il ne subsiste qu’un peu plus de 200 livres identifiés, 10% de l’ampleur estimée. La cour de Matthias se présentait comme un centre intellectuel imprégné de l’esprit humaniste avec lequel celle du duc de Bourgogne contrastait fortement. Pourtant, l’A. met en cause le contraste classique humaniste/médiéval ; il propose de considérer la culture intellectuelle à la cour de Bourgogne comme une alternative à la Renaissance et à l’humanisme.

J. V.-S.
La biographie de Gérard Raulin (...av. 1458-1484...), personnage au destin obscur, poursuivant Joinville, puis, sous le règne de René II de Lorraine, héraut Vaudémont et livre du grenier à sel de Joinville, met en lumière les liens dynastiques unissant la seigneurie du même nom, une baronnie champenoise dont il était originaire, et la seconde maison de Vaudémont – issue de Marguerite, héritière des deux terres, et de Ferry, second fils du duc Jean Ier de Lorraine – et ceux, socio-économiques, noués entre cette dernière et Joinville –.
A. M.

L'A. s'attache à étudier l'espace occupé par la marche luxembourgeoise au sein de l'armorial – universel, mais dans lequel Empire, France et principautés voisines de Metz, dont le duché de Luxembourg, se taillent la part du lion –, consacré en 1473 pour le patricien, chevalier, diplomate et intellectuel messin André de Rineck (1444-1527), soit un manifeste socio-politique dans lequel la dignité des élites dirigeantes messines et leur indépendance à l'égard du pouvoir impérial se trouvent réaffirmées. Ampère et donc éloquente, avec ses 55 entrées, la représentation de la marche luxembourgeoise dans l'armorial Rineck, composée par un héraut lorrain à la cour de Charles II, n'a pas d'équivalent au sein d'autres armoriaux ; elle reflète un duché à son apogée, non point le Luxembourg bourguignon de 1473, pourtant d'importance majeure pour les Messins et Rineck, mais celui qui, jadis fut pourvoyeur d'empereurs. L'étude s'achève par une édition des ff. 7-8v de l'armorial, parmi lesquels s'égraine la liste des Luxembourgeois.
A. M.

Cet article permet de démontrer que même si l'octroi de la grâce est le privilège exclusif du prince, son exécution dépend de la vérification des faits par une haute cour de justice princière. Il permet aussi de comprendre les conceptions idéologiques et les comportements sociaux au XVe siècle. En octobre 1475 Charles le Téméraire accorde sa grâce à l'acteur Mathiue Crick et ses collègues, mis en prison à la suite d'une plainte déposée par Jan van Musene, bourgeois de Malines, pour rapt de femme, en la personne de sa maîtresse, l'actrice et ancienne prostituée Maria van der Hoeven. Cricke et ses siens introduisent leur lettre de rémission auprès du Parlement de Malines, dans le but de son entérinement, mais Van Musene y fait opposition. Les conseillers du Parlement entament une enquête, prévue dans la procédure, afin de vérifier la vérité du délit présumé et la légitimité de l'opposition. Pas moins de dix-huit témoins oculaires des événements ont été retrouvés et interrogés. Le verdict final ordonne l'entérinement et l'exécution de la mesure de grâce. Cricke et ses co-prévenus ont été acquittés de l'accusation de rapt, mais par contres condamnés pour des plaintes secondaires de violence physique et verbale contre Van Musene et les siens. La perception de l'amende qui faisait partie du verdict traité
pendant des années parce qu'aucun huissier n'osait aller réclamer les arrérages auprès du groupe de Cricke.

H. W.


Cet article traite du rôle militaire de la noblesse féodale au bas Moyen Âge face au prince-évêque. Les personnalités des différents princes-évêques, dont la double *casquette* est primordiale, ont laissé leurs empreintes. C'est avec Hugues de Pierrepont (1200-1229), prélat énergique et opportuniste, que l'organisation de la principauté territoriale se confirme. Sous Adolphe de La Marck (1313-1344) le prince-évêque était encore en mesure de rassembler un effectif noble important. Mais au XV° siècle ceci devenait de plus en plus dur, et pour des opérations militaires les princes-évêques s'appuyaient surtout alors sur la noblesse des princes voisins, soit vassaux du prince-évêque, soit sur le domaine desquels s'étend le diocèse de Liège : Brabant, Flandre, Luxembourg, Hainaut, Namur, puis les ducs de Bourgogne. Le réseau familial des différents princes-évêques joua aussi un rôle important.

H. W.


En lien avec la contribution qui précède, l'A. interroge les spécificités liégeoises de la présence de la noblesse dans les villes de la principauté. Il en dégage les deux composantes principales au XIIIe s., noblesse de souche ancienne (familles nobles, ministérielles ou chevaleresques) et patriciat urbain, dont la fusion s'opère dans le courant du siècle et se confirme aux XIV° et XV° siècles. Il dégage plusieurs pistes à explorer comme la possession de biens sur le territoire urbain, la présence dans les chapitres cathédral et collégiaux ou l'occupation de fonctions militaires. On insistera particulièrement sur les remarques méthodologiques formulées par l'A. : primo, il semble peu soutenable d'établir une classification stricte à l'intérieur de la nébuleuse opérée par la fusion, secundo, l'existence de cette noblesse urbaine résulte plus de l'observation des faits que de celle du droit.

E. F.
PROCHAINES RENCONTRES :
CALAIS – DUNKERQUE (20-23 SEPTEMBRE 2012)

LE THÈME RETENU pour les 53ème rencontres du Centre est le suivant :
« Négociations, traités et diplomatie dans l’espace bourguignon (XIVe – XVIe siècles) ».

Sous ce titre, il s’agira d’envisager les différents aspects revêtus par l’action diplomatique dans l’espace bourguignon au temps des ducs de la Maison de Valois et des princes de la Maison de Habsbourg : modalités pratiques des conférences, rencontres et « journées » ; procédure et déroulement des pourparlers et des négociations ; forme et usage des traités ; exploitation des textes à des fins de propagande et en tant que matériaux pour la production historiographique ; recrutement, formation, carrière des acteurs. Sera également traitée la question des témoignages littéraires, artistiques, iconographiques de l’action diplomatique.

L’organisation des rencontres sera prise en charge par la société Les Amis du Vieux Calais, en association avec des laboratoires de recherche des Universités d’Artois, du Littoral-Côte d’Opale et de Lille III. La Société historique de Dunkerque sera également partie prenante pour la deuxième journée. La responsabilité scientifique sera confiée à Stéphane Curveiller (Arras), Jean Devaux (Dunkerque) et Bertrand Schmerb (Lille). Le programme du jeudi 20 septembre se déroulera à Calais et s’achèvera par une visite et un vin d’honneur municipaux. La journée du vendredi 21 se tiendra à Dunkerque et s’achèvera, après le retour à Calais, par un repas médiéval dans les salons de l’hôtel de ville. Le samedi 22, après les communications, s’achèvera par une soirée musicale. Le dimanche 23 comportera une excursion à Saint-Omer, avec visite guidée de la ville et des collections du Musée Sandelin.

Comme de coutume, les membres du Centre désirieux de présenter une communication sont priés de renvoyer dans les délais requis (courrier, fax, courriel) la feuille annexée au présent bulletin, dûment complétée.
APPEL AUX COTISATIONS

POUR DES RAISONS PRATIQUES, nous invitons nos membres de la zone EURO à verser leur cotisation sur le seul compte belge du Centre par virement européen électronique ou à l’aide du formulaire de papier ci-joint. Veuillez l’utiliser, quel que soit le pays européen où vous résidiez. Remplissez-le, signez-le et déposez-le auprès de VOTRE organisme financier habituel. Merci d’avance pour votre collaboration en suivant ces consignes.

ATTENTION ! Par décision de l’Assemblée générale, la cotisation pour 2012 a été fixée à € 25/CHF 35 ; cotisation de soutien : € 50.

- Centre européen d’études bourguignonnes - UBS, CH 2001 Neuchâtel - 290-F0142567.0 (BIC = UBSWCHZH80A / IBAN = CH98 0029 0290 F014 2567 0) (0=zanéro et pas lettre O).


- Compte postal du Centre européen d’études bourguignonnes - Dijon 04 745 45 Y 025 - rue Pelletier de Chambure, 12, F 21000 Dijon (BIC = PSSTFRPPDJ / IBAN = FR80 2004 1010 0404 7454 5Y02 555). (ATTENTION ! À ne plus utiliser actuellement sauf nécessité.)

- Mw ten Raa - van Dijk t.g.v. Centre européen d’études bourguignonnes - n° 615866 (postrekening) - Söderblomplaats, 684, NL 3069 ST Rotterdam.

En cas de paiement par mandat de poste international, indiquer seulement : Centre européen d’études bourguignonnes - Jean-Marie Cauchies.

NOUEVAUX MEMBRES

M. Nicolas Baptiste (Chambéry) M. Alexandre Grosjean (Dunkerque)  
Mme Cécile Becchia (Paris) M. Antoine Leduc (Lille/Paris)  
Dra Andrea Berlin (Bochum) M. Victortien Leman (Amiens)  
Drs Nils Bock (Münster) M. Félix Papier (Luxembourg)  
M. Pierre Couhault (Paris) M. Hérold Pettiau (Luxembourg)  
Mw Ellen Cuylaerts (Grand Cayman) M. René Plisnier (Mons)  
M. Thomas Falmagne (Nancy) Dr Kathryn Margaret Rudy (St. Andrews)  
Dr Juan Luis González García (Madrid) Dr Violet Soen (Leuven)

PROMOTION DOCTORALE

Le 27 avril 2011, Dominique Vanwijnberghe a soutenu à l’Université Charles de Gaulle – Lille III une habilitation à diriger des recherches en histoire de l’art : « Cartographie d’une production artistique et intellectuelle : l’enluminure et la peinture de chevalet au nord des Alpes à la fin du Moyen Âge ». 

2
SÉMINAIRE D'HISTOIRE MÉDIÉVALE

« Les ducs de Bourgogne, leur cour, leurs hommes, leur espace »

animé par Jacques PAVIOT (Université Paris-Est Créteil)
&
Bertrand SCHNERB (Université de Lille III)

ANNÉE UNIVERSITAIRE 2011-2012 :

« La guerre en pays bourguignons aux XIVe et XVe siècles »

Les séances auront lieu de 14 h à 16 h aux Archives nationales, CARAN, Salle suspendue.

Mardi 13 décembre 2011 : Frédérique LAGET (Université de Nantes), La guerre sur mer dans le nord-ouest de l'Europe.
Mardi 24 janvier 2012 : Bertrand SCHNERB (Université Lille 3), Le duc de Bourgogne en guerre.
Mardi 14 février 2012 : Jacques PAVIOT (UPEC), François de La Palud, seigneur de Varambon.
Mardi 27 mars 2012 : à préciser

Mardi 10 avril 2012 : Valérie TOUREILLE (Université de Cergy-Pontoise), Robert de Sarrebruck, seigneur de Commercy, et les Écorcheurs.

CENTRE D’ÉTUDES

MUSIQUE A LA COUR DE BOURGOGNE

Le Centre d’études musicales sur la cour de Bourgogne (CEMB), établi au Conservatoire intercommunal de Beaune Côte et Sud, s’est donné comme objectif de mieux faire connaître et valoriser le patrimoine musical de la Bourgogne ducale aux XIVe et XVe siècles. Il a rassemblé à cette fin un fonds de 500 partitions (fac-similés et transcriptions) et de plusieurs dizaines de livres et CD consultables sur place. Il organise des rencontres scientifiques, journées d’études et concerts. Pour tout contact et renseignement : CEMB, Maison des Associations, Porte Marie de Bourgogne, rue Poterne, F-21200 Beaune ; courriel : < cemb21@gmail.com >.
CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Auteurs des recensions : J.-M. C. = Jean-Marie Cauchies ; E. F. = Emmanuel Falzone ; J.-D. M. = Jean-Daniel Morerod ; B. S. = Bertrand Schnerb ; M. S. = Monique Sommé ; J. V.-S. = Jeanne Verbij-Schillings.


Ce volume est le cinquième de la série « bourguignonnes » du Recueil des ordonnances des Pays-Bas publié sous l’égide de la Commission royale pour la publication des anciennes lois et ordonnances de Belgique, après les trois volumes renfermant les ordonnances concernant le comté de Flandre de Philippe le Hardi à Jean sans Peur et le volume des ordonnances de Philippe le Bon pour le duché de Brabant. On y trouve l’édition, ou la mention pour les documents perdus, de 265 ordonnances datées de mai 1425 à décembre 1466 (plus huit actes vidimés de la période allant de juin 1337 à avril 1425). L’ensemble, précédé d’une introduction historique et méthodologique et d’une bibliographie, est complété par une table chronologique des actes, un index des noms propres et un index des matières. Comme les précédents, ce recueil offre des matériaux précieux pour l’étude de l’histoire politique et diplomatique, de l’histoire du droit et des institutions, de la société, de l’économie, de la monnaie, de la fiscalité, de la ville. On y trouve spécialement les textes des serments d’inauguration de Philippe le Bon en tant que Régent (1427), puis en tant que comte de Hainaut (1433), les divers traités concernant le sort du comté entre 1426 et 1433, les textes applicables à l’ensemble du Hainaut, des ordonnances monétaires, des actes de donation ou d’engagement à des collectivités ou à des individus, parmi lesquels certains fidèles du duc comme Nicolas Rolin, Jean, seigneur de Roubaix, Antoine, seigneur de Croÿ, les actes réglementant les institutions communales, les privilèges des villes et villages touchant au statut des habitants, à l’activité économique, aux droits particuliers, les octrois aux villes pour la perception d’assises, des sentences du Grand Conseil ducale contenant des dispositions de portée générale, etc. On peut épingler, dans cet ensemble d’une grande richesse, des mesures récurrentes concernant la chasse, comme l’interdiction de la tendance aux perdrix qui, en 1459, a été explicitement publiée à la demande du dauphin Louis, futur Louis XI, dont on sait qu’il devait, une fois devenu roi de France, imposer cette prohibition à l’ensemble de son domaine.

B.S.


Une ville « libre » impériale, Besançon, enclavée dans la principauté de Franche-Comté. Son gardien (1386), le duc Philippe le Hardi, possesseur de ladite principauté. Des officiers ducaux qui y édifient les fourches patibulaires contre lesquelles les Bisontins crient à l’abus de pouvoir. Voilà les ingrédients d’un affrontement qui donne lieu à une enquête de grande envergure, conservée sous forme d’un rouleau de parchemin (32 mètres de longueur !) aux Archives municipales de Besançon. Ce document fournit la charpente d’un livre et y est intégralement édité. Son intérêt est double : histoire de la procédure ; politique, économique et société au-delà, on le devine, des fourches litigieuses. Les témoins entendus ne sont pas moins d’une centaine ; ils sont prêtres, châtelains, gens de
divers seigneurs ecclésiastiques et laïcs, âgés de 40 à 80 ans, en majorité paysans. Les revendications d’un prince en matière de haute justice sont en jeu. Si on ignore le dénouement de l’affaire, on en possède toutes les argumentations. La définition d’une banlieue (« banlieue ») y est très présente. La délimitation des ressorts, comtal, communal mais aussi archiépiscopal, la ventilation des plus hautes prérogatives (garde, justice, monnaie) entrent évidemment en ligne de compte, tout cela dans un décor de forêts, de champs, de vignes, de carrières aussi, animé par les déclarations recueillies. Il y va simultanément des efforts du premier duc-comte Valois de Bourgogne d’assurer son emprise, une « captation », sur une cité que son statut y fait échapper, sans négliger la dimension symbolique du conflit, y compris sous les successeurs du Hardi.

J.-M. C.


S’intéressant à la notion de « bonne ville », dont la définition met surtout en lumière les relations privilégiées de la ville ainsi désignée avec le pouvoir royal, l’A. propose une comparaison entre la situation des bonnes villes du royaume de France et celle des Reichsstädte et freie Städte de l’Empire. Elle montre l’existence d’un certain nombre de points communs, ces villes revendiquant un lien direct avec le pouvoir royal, un statut caractérisé par l’inaliénabilité, un rôle de représentation politique ; elles agissent éventuellement de façon solidaire, avec des différences juridiques, administratives et linguistiques observables entre villes du nord et villes du sud, tant en France qu’en Allemagne. Toutefois, il existe aussi d’importantes différences tenant au fait que, contrairement à ce qu’on voit dans l’Empire, le point de référence de l’obligation de loyauté des bonnes villes françaises est résolument dynastique et que le poids et la présence des officiers du roi y est important.

B.S.


Les milieux de cour ont fait l’objet, du milieu du XIIe siècle à la fin du Moyen Age, de critiques visant notamment leur caractère corrupteur. Ces critiques se retrouvent tant dans les miroirs des princes que dans les traités didactiques et moraux ainsi que dans la littérature récréative ou satirique. À l’inverse, les mêmes courants intellectuels et littéraires sont porteurs d’une vision idéalisée de la cour et du prince. Partant de cette constatation, étayée par une réflexion historiographique, l’A. centre son propos sur des entreprises visant à concilier, non sans difficultés, la culture de cour et des objectifs spirituels liés notamment à la croisée. C’est le propos développé par Philippe de Mézières dans le Songe du Vieil Pelerin, qui fait jouer au roi de France un rôle central dans le programme de redressement moral indissociable de son grand projet. C’est aussi l’idée qu’exprime la fête du Vœu du Faisan organisée à Lille en 1454, au cours de laquelle c’est le duc de Bourgogne qui fut placé au centre de l’entreprise.

B.S.
Chr. et J.-D. MOREROD, Une alliance anti-savoyarde dans le pays de Vaud en 1300, dans Mémoires de cours. Études offertes à Agostino Paravicini Bagliani par ses collègues et élèves de l'Université de Lausanne, éd. B. ANDENMATTEN, C. CHENE, M. ÖSTÖRERO et E. PILIRI, Lausanne, 2008 (Cahiers Lausannois d'Histoire médiévale, 48), pp. 335-351.

Les A. éditent, traduisent et présentent le texte d'un accord conclu en janvier 1300 entre Guillaume, évêque de Lausanne, et de grands nobles possessionnés dans le Pays de Vaud (le comte de Genève, le seigneur de Thoire-Villars, le seigneur de Vuillardans, le seigneur de Cossonay, le seigneur d'Estavayer, Othon de Grandson, etc.). L'alliance de ces personnages est dirigée contre Louis de Savoie, seigneur du Pays de Vaud, frère du comte Amédée V, et vise à la constitution d'une force militaire destinée à agir contre lui. Il est possible que la constitution de cette alliance ait contribué à convaincre le pouvoir savoyard de négocier et de conclure avec l'évêque de Lausanne et ses alliés la paix d'Ouchy (juillet 1300).

B.S.


Replaçant le miracle de Bois-Seigneur-Isaac (1405) dans le contexte politique du temps, l'A. brosse un tableau de la situation du comté de Hainaut et des principautés liméroises. A ce moment précis, Hainaut, Brabant, Flandre et Namur sont étroitement liés sur le plan politique, les trois premières de ces seigneuries étant gouvernées par des princes unis par des liens familiaux. Le lieu du miracle est situé au cœur d'un espace qui, en quelques décennies, passera intégralement sous la main du duc de Bourgogne.

B.S.


Les ducs ont d'immenses besoins d'argent. Si le crédit de consommation, de dépannage, ne représente pas une réalité importante, les grands emprunts sont nécessaires non seulement pour affronter la guerre, mais pour payer le prix de grandes entreprises politiques et d'acquisitions. On peut dire avec les A. que l'argent est le nerf de bien plus que de la seule guerre. Ces recours obligés au crédit sont surtout manifestés après la fin des ponctions opérées sur le trésor royal français ; ce tarissement distingue fortement les deux premiers ducs Valois de leurs successeurs. L'indépendance croissante des ducs a donc eu un prix auquel on ne pense pas toujours. Le recours au crédit apparaît comme une solution plus facile que l'augmentation des recettes. En effet, la règle traditionnelle que le prince doit vivre du sien pese sur les finances ducales. Tout au long de la période considérée, le revenu domaniale représente un peu plus de la moitié des ressources ducales. S'il est donc important et constitue une rentée constante et assez stable, il est peu susceptible d'amélioration. Le pourcentage constant qu'il représente illustre l'échec au moins partiel de la politique fiscale. Les vieux expédients, comme les aides, restent utiles, mais se paient de concessions politiques. Quant à l'espoir de fonder une fiscalité régulière, il avortera. C'est donc dans ce contexte que s'impose le recours au crédit, avant tout (la moitié) auprès des grands professionnels, mais aussi des villes et des monastères. Il s'obtient facilement et rapidement. Mais il n'est commode qu'en apparence. Non seulement, le poids de la dette limite les possibilités d'action des princes, mais les prêteurs aussi ont des prétentions, pas tout à fait les mêmes que des institutions confrontées à des
demandes d'aides, mais voisines : privilèges, concession de domaines, etc. affaiblissent lentement le pouvoir du prince.

J.-D. M.

S’appuyant sur une affaire judiciaire autour du rapt d’une femme de théâtre de seconde zone par un membre de la grande bourgeoisie, qui se déroule devant le Parlement de Malines en 1475, l’A. s’attarde sur les perceptions divergentes de cette affaire par les différentes couches sociales. À la base de ses réflexions se trouvent une lettre de grâce du duc de Bourgogne, le rapport de l’interrogatoire des témoins et le dossier de travail des juges malinois. Enfin, l’A. s’interroge sur les raisons pour lesquelles le duc se tourna par sa lettre de grâce contre un membre de la couche ducale.

J. V.-S.

Un an après la mort de Charles le Hardi à la bataille de Nancy (1477), Louis XI prend la décision de mettre celui-ci en accusation. Parmi les pièces et les documents préparatoires rassemblés par le conseiller Doriolé à la demande de l'« araignée universelle » pour préparer cette procédure post mortem, l’A. analyse et publie un mémoire judiciaire relatif au traité de Péronne d'octobre 1468. Rédigé dans un style direct (à la première personne du singulier), l'auteur y transpose les éléments de fait et de droit censés prouver que le serment prêté par le monarque lui a été « extorqué » ; obtenu par le duc de Bourgogne de manière illicite, celui-ci était, par conséquent, frappé de nullité. Document vraisemblablement rédigé ab initio, l’éditeur propose trois hypothèses sur son origine : consultation rendue par un juriste, conclusions du procureur du roi ou document préparatoire d’une plaidoirie. Il souligne en outre l’influence du contenu de ce mémoire sur l’œuvre de Commynes : « on est frappé, à sa lecture, de voir à quel point il se trouve être non seulement l’inspiration directe des Mémoires de Commynes, mais le cadre de la narration et du cours direct de pensée du mémorialiste, jusque dans ses moindres replis ».

E.F.

Suite à la découverte de deux relevés de son staet (estat) en 1544 et 1557, l’A. a en vue une reconstitution de la cour de Maximilien de Bourgogne, dernier seigneur (1540-1555) et premier marquis (1555-1558) de Veen, amiral de la flotte bourguignonne depuis 1540 et stathouder de Hollande, Zélande et Utrecht depuis 1547. Afin d'évaluer l'importance de sa résidence de Zandenburg pour la formation d'un réseau de patronage entre le marquis et la petite noblesse de Zélande, l’A. se sert de la structure courtoise qui était courante dans les
anciens Pays-Bas au XVIe siècle. Par rapport à la cour de son successeur Guillaume d’Orange, il apparaît que celle de Maximilien est assez modeste. Une annexe comporte les données qui forment la base pour la reconstitution.

J. V.-S.


Durant le moyen âge tardif, l’expression *utilitas communis* a fait l’objet de deux interprétations selon les groupes qui l’ont mobilisée et les stratégies contradictoires qu’ils servaient. D’une part, elle a pu signifier, dès la fin du XIIIe siècle, une demande émanant du « commun » (marchands, membres des métiers) pour une « justice sociale » plus efficace, autrement dit pour une participation plus active au gouvernement de la cité. L’A. situe la préhistoire de cette signification dans les épitres pauliennes et le *De re publica* de Cicéron commenté par Augustin dans le *De civitate Dei* ainsi que leurs interprétations par les théologiens et les juristes de la période médiévale. Il n’y reconnaît cependant pas la source d’inspiration du « commun » des villes, qu’il situe dans la littérature populaire et les anthologies. D’autre part, l’expression a été interprétée par les ducs de Bourgogne, dès Philippe le Hardi, comme une justification de la politique autoritaire du prince dont la volonté inconditionnelle est la garantie du bien-être de ses sujets, influencé en cela par la tradition royale française du XIVe siècle. Avec des nuances, l’A. conclut que si la notion peut apparaître comme un « cliché » sans contenu spécifique, elle a pu être utilisée, comme argument politique, à des fins de mobilisation.

E.F.


M.S.
RENCONTRES DE CALAIS (20-23 SEPTEMBRE 2012)

Nos prochaines rencontres se dérouleront à Calais, à l'invitation des Amis du Vieux Calais, avec la collaboration de centres de recherche des Universités d'Artois, du Littoral et Charles de Gaulle – Lille III. Le thème en sera : Négociations, traités et diplomatie dans l'espace bourguignon (XIVe – XVIe siècles). Le programme devrait comporter aussi réceptions (ville de Calais) et soirée musicale, ainsi qu'un « repas médiéval » dans les salons de l'hôtel de ville. Les séances se tiendront du jeudi matin au samedi après-midi. La journée du dimanche 23 septembre sera consacrée à une excursion à Saint-Omer, avec visite de la ville et du Musée Sandelin.

Ces informations sont à substituer à celles qui figuraient en tête de notre bulletin d'octobre dernier (n° 62).

Le renvoi du formulaire ci-joint (par courrier postal ou électronique) est INDISPENSABLE pour obtenir les informations ultérieures (liste d'hôtels, modalités d'inscription et – fin août – programme).

Voici la liste des communications (par ordre alphabétique des orateurs) :


Georges BISCHOFF, *Un « faisceur de roi » : Paul d'Arnstorff († 1521), de Maximilien à Charles Quint*

Nils BOCK, Henri SIMONNEAU et Bastian WALTER, *L'information et la diplomatie dans l'espace bourguignon à la fin du Moyen Âge*

Jean-Marie CAUCHIES, *Un épisode tragico-comique ? Repenser l'entrevue de Péronne entre le roi Louis et le duc Charles (1468)*

Loïc COLELLA-DE NIS, *Les réconciliations entre Philippe le Bon et ses sujets révoltés dans les « Mémoires » de Jacques du Clerc (1448-1467)*

Stéphane CURVEILLER et Philippe CASSEZ, *Calais et les ducs de Bourgogne (1384-1477)*

Michael DEPRETER, *Le prince et les États de Flandre wallonne : des diplomaties concurrentes ? Modalités et enjeux du traité de Wavrin (14 décembre 1488)*
CENTRE EUROPÉEN D'ÉTUDES BOURGUIGNONNES (XIVe-XVIe SIÈCLE)
BULLETIN D'INFORMATION n° 63 — FÉVRIER 2012

Jean DEVAUX, *Entre neutralité et guerre larvée : grandeur et misère de la diplomatie tournaisienne dans le « Journal » de Jean Nicolay (1477-1479)*

Gilles DOQUER, *Les traités de Calais (1507) : Pour le bien de nostre très redouté seigneur et prince et nous tous ?*

Laetitia GORTER-VAN ROYEN et Jean-Paul HOYOIS, *De la paix de Cambrai (1529) à la trêve de Bomy (1537) : négociations diplomatiques officielles et officieuses entre les Pays-Bas et la France*

Alexandre GROSJEAN, *Action diplomatique et relation historiographique : les missions anglaises de Toison d'or dans ses « Mémoires » (1430-1435)*

Gaël GUIHARD, *Les moyens de la diplomatie : l'exemple des relations diplomatiques entre deux principautés alliées, la Bourgogne et la Bretagne (1465-1475)*

Benoît LETHENET, *Recrutement et carrière des plénipotentiaires d'une petite ville de Bourgogne du sud, Mâcon, à la fin de la guerre de Cent ans*

Samuel LUCAS, *L'Ordre teutonique et ses fausons : un moyen pour servir la diplomatie*

Christophe MASSON, *Des ambassadeurs entre Liège et Bourgogne. Pour une étude des relations diplomatiques des ducs Valois et des pouvoirs hégéiens*

Gisela NAEGLE, *Ecrire au père, écrire au prince : relations diplomatiques et familiales dans la correspondance de Maximilien Ier et Marguerite d'Autriche*

Jean-Baptiste SANTAMARIA, *Chantage maternel, patriotisme copétiens ou réalisme diplomatique ? Le rôle de Marguerite de France, comtesse d'Artois et de Bourgogne, dans le mariage de Marguerite de Male et Philippe le Hardi*

Alain WIJFFELS, *Le déclin de la Hanse au fil de ses négociations avec l'Angleterre (1474-1604)*

COTISATIONS

Une trentaine de nos membres n'ont pas encore acquitté le montant de la cotisation pour 2011. Nous les invitons à le faire sans retard et à tenir compte (ce que plusieurs n'ont pas fait...) du NOUVEAU MONTANT fixé avec l'accord de l'assemblée générale de septembre dernier. Les cotisations demeurent la ressource principale du centre, en ces temps où les subventions se font de plus en rares et difficiles à obtenir. Des moyens insuffisants ne pourraient, à terme, que compromettre la continuité de nos publications : ce risque n'a rien de « virtuel »...

A LIRE AVEC ATTENTION !

Notre trésorière, Myriam Cheyns-Condé, invite tous nos membres de la zone Euro à verser leur cotisation (20 € pour 2011, 25 €/35CHF pour 2012) sur le compte belge du Centre, par virement européen électronique ou papier. Prière de l'utiliser quel que soit le pays de résidence. Il suffit de le remplir, de le signer et de le déposer auprès de son organisme financier habituel. Cette invitation s'adresse tout particulièrement à nos nombreux membres français qui risquent, sans cela, de subir les conséquences fâcheuses des difficultés que nous rencontrons malgré nous dans la gestion des paiements de cotisations en provenance de France.

- Centre européen d'études bourguignonnes - UBS, CH 2001 Neuchâtel - 290-F0142567.0
  (BIC = UBSWCHZH80A / IBAN = CH98 0029 0290 F014 2567 0) (0=zéro et pas lettre O).
CENTRE EUROPÉEN D’ÉTUDES BOURGUIGNONNES (XIVᵉ-XVIᵉ SIÈCLE)

BULLETIN D’INFORMATION n° 63 — FÉVRIER 2012


- Compte postal du Centre européen d’études bourguignonnes - Dijon 04 745 45 Y 025 - rue Pelletier de Chambure, 12, F 21000 Dijon (BIC = PSSTFRPDIJ / IBAN = FR80 2004 1010 0404 7454 5Y02 555). (ATTENTION ! À ne plus utiliser actuellement sauf nécessité.)

- Mw ten Raa - van Dijk t.g.v. Centre européen d’études bourguignonnes - n° 615866 (postrekening) - Söderblomplaats, 684, NL 3069 ST Rotterdam.

En cas de paiement par mandat de poste international, indiquer seulement : Centre européen d’études bourguignonnes - Jean-Marie Cauchies.

NOUVEAUX MEMBRES

Dra Julia Crispin (Münster)
Mme Laurence Delobette (Besançon)
M. Theo Van Roy (Hever, B)
Dr Bastian Walter (Wuppertal)

PROMOTIONS

Ludovic Nys, 25 novembre 2011, Université Paris IV – Sorbonne : habilitation à diriger des recherches « Art et vie de cour en Hainaut sous les Avesnes et les Bavière (1280-1417) ».

Renaud Adam, 23 juin 2011, Université de Liège : thèse de doctorat « Imprimeurs et sociétés dans les Pays-Bas méridionaux et en principauté de Liège (1473-ca 1520) ».

Florence Berland, 26 novembre 2011, Université Charles-de-Gaulle – Lille III : thèse de doctorat « La cour des ducs de Bourgogne à Paris ».

Céline Berry, 12 décembre 2011, Université Paris-Est : « Les Luxembourg-Ligny, un grand lignage noble de la fin du Moyen Âge ».

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

Auteurs des recensions : J.-M.C. = Jean-Marie Cauchies ; M.C.-C. = Myriam Cheyraux-Condé ; J.D. = Jean Devaux ; E.F. = Emmanuel Falzone ; J.-D.M. = Jean-Daniel Morerod ; B.S. = Bertrand Schnabel ; M.S. = Monique Somme.


Ingénieur, l’auteur a entamé une formation de médiéviste à sa retraite. Docteur en Sorbonne sous la direction d’Henri Dubois, il avait publié sa thèse en 1998 sous le titre de Gestion et finances d’une principauté au XIVe siècle : le duché de Bourgogne de Philippe le Hardi. Ce second livre recouvre la même période, avec une technicité bien plus grande. Il analyse les résultats de l’imposition de 12 deniers la livre introduite par l’administration valois à la
faveur de l’extinction de la dynastie locale (1361) ; l’imposition du vin vendu offre des données de comparaison et de complément. L’auteur, qui présente certes les limites et les lacunes de sa documentation (par exemple, les données pour le Chalonnais manquent, alors que les foires jouent un rôle majeur dans l’économie régionale), ne se trouve pas moins en mesure de suivre l’évolution économique du duché jusqu’à la mort de Philippe le Hardi, d’abord lieutenant général (1363-1364), puis duc de Bourgogne (1364-1404). Cette imposition qui touche tous les produits objet de transactions (mis en ferme) permet d’en suivre le rapport et donc le destin, qu’il s’agisse de l’habillement, des matériaux de construction, de la nourriture, etc. L’auteur met notamment en évidence les éléments constitutifs d’une période de déflation ; ainsi, le marasme économique et démographique de ces temps de peste trouve ici une mise en chiffré précise et se révèle très variable d’une région à l’autre. Des événements locaux peuvent agir, Dijon, par exemple, connaisant un déclin accéléré par la peste de 1400. Mais, à l’échelle du duché, « quelque chose » s’est cassé vers 1390. On peut relever également l’intérêt des analyses comparées des économies rurale et urbaine, la modeste démographique des villes n’empêchant pas leur activisme.

L’auteur use de ce propos d’un outil d’analyse révélateur, le rapport volume des transactions/nombre de feux. Le vingtième taxant les transactions, son montant révèle l’activité économique totale, qui peut ensuite être divisée par le nombre de feux, donnant ainsi un tableau de la vitalité relative des régions étudiées.

J.-D.M.


Parmi les onze communications présentées lors de ce colloque tenu à Malines en 2005, six sont l’œuvre de nos membres :

Bertrand SCHNEBB (p. 3-9) livre quelques réflexions historiographiques sur la présence et l’influence des femmes à la cour de Bourgogne. Un apport parfait mais non négligeable est constitué par les monographies des grandes dames, d’abord essentiellement axées sur les événements puis, plus récemment, orientées davantage vers la personne de la princesse elle-même. Différentes études et colloques permettent de mieux évaluer la place tenue par ces grandes dames et l’influence qu’elles exercent dans les domaines tant politique qu’intellectuel, familial, religieux et artistique. D’autres questions méritent aussi d’être posées, même si une plus grande discrétion des sources rend les réponses plus difficiles : elles concernent l’identité des femmes de la cour, leur mode de recrutement, leur organisation, leur influence secrète, les liens affectifs qu’elles tissaient entre elles aux différents niveaux, supérieurs et subalternes, de la hiérarchie de l’hôtel ducal.

Monique SOMME (p. 27-36) voit dans la correspondance d’Isabelle de Portugal le reflet du pouvoir d’une duchesse de Bourgogne au Ve s. Des 42 années qui s’écoulent entre son mariage avec Philippe le Bon et son décès en 1471, sont conservées 255 lettres closes – c’est peu en comparaison de ce qui fut écrit – échangées avec près de 80 correspondants. Sont d’abord étudiées la nature et les caractéristiques de ces lettres. Puis leur contenu nous dévoile la personnalité d’Isabelle, à l’esprit parfois soupçonneux, et le rôle influent qu’elle exerça, avec ou sans délégation de pouvoir, du vivant de son époux, dont elle avait la confiance, puis seule, pendant son veuvage, aussi bien dans les domaines politique, diplomatique, militaire, administratif et financier que dans la sphère religieuse et familiale, spécialement ici avec son époux et son fils Charles.
Anne-Marie LEGARE (p. 43-55) analyse le programme iconographique au féminin que fut l’entrée de Jeanne de Castille à Bruxelles. Sont en effet considérés ici les aspects iconographiques de miniatures illustrant un manuscrit sur papier conservé aujourd’hui à Berlin, et témoignant de cet événement. Après un bref résumé des moments principaux de cette Entrée du 9 décembre 1496, l’accent est mis sur la féminisation du programme. Celle-ci transparait dans les thèmes abordés, comme le Jugement de Pâris (tendant à voir en Jeanne la pr è sse idéale et universelle, puisqu’elle possédait à elle seule les dons que les trois déesses possédaient séparément), dans les personnages choisis (comme ces huit femmes héroïques de l’Ancien Testament ou les Neuf Preuses ici représentées en Amazones, et sans leurs pendans masculins habituels) et enfin dans les décors, telle cette maison des délices et des jeux à l’art de vivre bien féminin.

Mario DAMEN (p. 57-71) se penche sur les relations entre Marguerite d’York et l’île de Voorne entre 1477 et 1503. Voorne est constituée en fait de quatre petites îles au sol fertile, situées dans l’estuaire de la Meuse, qui faisaient partie du doyinaire de la duchesse. Les relations entre Marguerite d’York et Voorne concernent surtout des activités économiques : Voorne était notamment un réservoir inépuisable de harengs salés pour les besoins de la maison ducale. Mais elles comprennent également un soutien moral et une grande générosité à l’égard des institutions religieuses, plus spécialement les Pauvres Claires et les Brigitines, et perpétuent la tradition, instaurée par les seigneurs de Voorne, d’offrir des vitraux aux églises nouvellement édifiées ou reconstruites.

Jacqueline KERKHOFF (p. 109-121) évoque Marie de Hongrie et son train en 1531. Le train de Marie, nouvelle régente des Pays-Bas, débute officiellement le 1er octobre 1531 ; il comptait près de 300 personnes et avait été composé avec plus de liberté qu’on ne le pensait à l’origine. Il prolonge essentiellement les traditions bourguignonnes et habsbourggeoises, à travers la structure et le fonctionnement des différents offices, principaux et subordonnés. Après la description de ces différents offices, une première annexe présente un tableau comparatif des trains de Marguerite d’Autriche et de Marie de Hongrie ; elle est suivie d’une seconde annexe, qui détaille la composition des offices du train de Marie.

Dagmar EICHBERGER (p. 123-139) s’intéresse aux jeux de société, et plus particulièrement au trictrac réalisé par Hans Kels le Vieux pour le roi Ferdinand Ier (1503-1564) et son épouse Anne de Hongrie. Cette œuvre, signée et datée de 1537, témoigne de l’art renaissant germanique par la décoration extérieure de son tablier aux motifs à caractère dynastique et héréditaire relevant de la sphère masculine (force et puissance), et par le programme iconographique de ses pions, qui met à l’honneur, dans des miniscènes réalistes d’inspiration littéraire, la gent féminine dans ses rencontres intimes (charme des dames et dangers de l’amour).

M.C.-G.


Cinq membres du Centre européen d’études bourguignonnes, à côté d’autres auteurs, ont collaboré à ce numéro thématique, livrant les actes d’une journée d’étude organisée à Dunkerque. Les « miroirs » sont des reflets du savoir et quand ils concernent les princes, ils en reflètent les devoirs et les vertus. Ils s’inscrivent dans une littérature destinée à servir le « bon gouvernement », à laquelle le temps de Charles V et Charles VI de France donne
une impulsion et qu'il incite à faire usage d'une théorie du pouvoir pour encourager au
redressement, à la manière de Christine de Pizan (Jean DEVAUX, *Introduction, Littérature et
politique sous les premiers Valois*, pp. 533-541). Bertrand SCHNERB (Charles V au miroir du
*Songe du Vergier*, pp. 545-559) se penche sur une œuvre de commande royale (1376/78)
due à Evrard de Trémaugon, professeur de droit et prêtre. Y sont envisagées les relations
entre les pouvoirs de l'Eglise et de la royauté, à travers un débat entre un clerc et un
chevalier, arbitré par le roi siégeant en majesté. Il s'agit ici d'exalter l'œuvre de paix et de
defense d'un monarque, dont le caractère sacré est affirmé à travers la dualité des pouvoirs
en cause : droits royaux imprescriptibles, aide divine. Christine de Pizan est présente à
travers deux de ses écrits (vers 1404-1405). Alexandra VELISSARIOU (*Discrete dissimulacion
et prudent cautela* : *les stratégies comportementales de la princesse dans le *Livre des Trois
Vertus* de Christine de Pizan*, pp. 577-590) la montre s'adressant à un public féminin de
toutes conditions, autour du thème du comportement de la femme, dans des pages
commandées par Jean sans Peur pour sa fille Marguerite, épouse du dauphin Louis. Dans
un souci didactique, Christine consacre aux reines et duchesses, dans leurs sphères
politique et familiale, la moitié des chapitres de l'ouvrage, prônant en tout, notamment en
paroles, la mesure et la prudence, non sans exclure une certaine dose de ruse tout en
gardant toujours la soumission, en vue de s'assurer la double affection du prince et du
peuple. L'œuvre de commande, elle aussi, émanée personnellement de Philippe le Hardi
en hommage à son père, qu'analyse Jean Devaux (De la biographie au miroir du prince : le
*Livre des faits et bonnes meurs du sage roy Charles V* de Christine de Pizan, pp. 591-604),
combine le genre biographique et le traité de *bon gouvernement* tout en ancrant dans le
vécu réflexion théorique et morale : il est vrai qu'en incitant ici encore à la sagesse et à la
modération au quotidien (*ordenance*), la célèbre femme de lettres atteste une intention
d'apaiser les tensions imprégnant la cour, autour des partis de Bourgogne et d'Orléans.
Place ensuite à une autre plume productive : Philippe de Mézières. Avec Alain
MARCHANDISSE (Philippe de Mézières et son *Epistre au roi Richart*, pp. 605-623), on le voit,
en 1395, encourager Richard II d'Angleterre à assurer la paix avec la France, prôner une
union matrimoniale entre les deux monarchies, sans négliger la déploitation du Grand
Schisme et la nécessité de la croisade. Miroir à part entière, exposant les vertus du bon
souverain à l'adresse d'un roi auquel cette *lettre* a été réellement offerte par son auteur,
l'écrit, agrémenté de la double métaphore du verger de paix et du jardin de guerre, laisse
deviner en arrière-fond le rêve persistant de Philippe de Mézières : la fondation d'un ordre
de chevalerie. Son célèbre *Songe du Veil Pelerin* (entre 1386 et 1389) fait l'objet d'un
examen par Gisela NAEGLE (*Rêveilier ceuls qui dorment en pochiè* : *Philippe de Mézières et
la tradition des miroirs du prince*, pp. 625-643). Le troisième livre de ce tour du monde
imaginaire lié à la situation politique française relève spécifiquement du genre du miroir,
adressé en l'occurrence à Charles VI et à son frère Orléans : le poids des fautes d'un roi
surpasse celui de toutes les autres. C'est là un appel à la réformation du royaume, de
l'Eglise, voire du monde entier sous l'égide du christianisme ; une dimension théologique
bien présente tend même à concilier messianisme et pragmatisme.

J.-M.C.

Ce compte, conservé à Lille aux Archives départementales du Nord, est le seul document de la période médiévale concernant la chapelle de l'officinalité de Cambrai. Une analyse critique de ce cahier de 12 folios, publié en annexe, est d’abord présentée : auteur, fonction et destinataire, rédaction, structure, balance des recettes et des dépenses (négative). La chapelle apparaît comme un auxiliaire de l’officinalité, avec des recettes constituées de dons pour le renouement à une instance en cours [concernant des femmes qualifiées de « veuves »], et des livraisons de cire, forme originale de peine pénaudière en nature. La principale source de revenus provenait du patrimoine immobilier : rentes et cens sur des maisons, un moulin et quelques terres, parfois payés avec retard en raison d’une situation économique difficile dans le Cambrésis durant les années 1430. L’édition du compte met en relief l’existence d’une institution peu connue.

M.S.


La nature juridique de l’emprisonnement, condamnation prononcée par les juges ecclésiastiques, est définie en dégageant deux dimensions complémentaires : punitives et pénitentielles. L’analyse porte d’abord sur la signification de l’emprisonnement en tant que peine infligée aux clercs gravement délinquants. Ensuite est envisagée la dimension pénitentielle de la peine en considérant les conditions de l’emprisonnement, avec notamment la contrainte du jeûne.

M.S.


Les guerres hussites (ca 1419-1434) ont entraîné en Bohême une coexistence de deux confessions appuyée par le roi hussite élu Georges Podebrady (1458-1471), entouré de conseillers catholiques, au nombre desquels le français Antoine Marini. Celui-ci est l’auteur d’un Mémorandum sur une croisade anti-turque dont le roi aurait pu prendre l’initiative. L’intérêt du projet résulte surtout des visées plus larges qu’il comporte : une paix entre les États européens chrétiens, associée à une guerre contre les infidèles, autour d’un mot clé répété à satiété, l’« union », fondée sur un véritable traité, des structures institutionnelles et administratives, une assemblée de délégués (congregatio), une cour de justice (parliamentum), des armoiries, un sceau, une monnaie commune, une régulation des prix..., bref un droit universel respectant l’égalité entre tous les membres, empereur inclus. Certes ce grand dessein ne se concrétiserait-il pas, mais il n’en sortirait pas moins une forme de postérité intellectuelle, à travers certains principes de règlement des conflits.
H. WIJSMAN, Images between stories and history : Late medieval miniatures showing travelling women, dans Itineraria, 8-9, 2009-2010, pp. 329-382.

Après avoir rappelé les problèmes méthodologiques posés au médiéviste pour l’utilisation des images, l’A. justifie l’emploi des miniatures dont une liste classée de 175 figure en fin d’article. Seule la Fuite en Égypte (trois exemples) montre un âne par tradition iconographique. Après une comparaison entre le texte de la chronique de Froissart et les miniatures représentant l’entrée d’Isabeau de Bavière à Paris en 1389, il décrit deux miniatures de Dreux Jean qui reproduisent le même modèle. Une attention particulière est portée sur les images, plus rares, où figurent un homme et une femme sur le même cheval, et leurs significations. Des voyages en bateau sont également répertoriés. Quatre images allégoriques, représentant les paraboles du charretier et de la pauvre femme, tirées du Mortifement de vaine plaisance (René d’Anjou), sont finalement analysées. Ces 16 images, reproduites en noir et blanc, montrent la nécessité de les replacer dans leur contexte iconographique et textuel pour interpréter leur valeur historique.

M.S.


Établissant un bilan historiographique sur la question des vocables utilisés pour désigner l’édifice politique et institutionnel érigé par les ducs de Bourgogne de la Maison de Valois, l’A. souligne que l’œuvre de ces princes fut surtout le rassemblement de territoires, de seigneuries et de principautés diverses sous un régime d’union personnelle, la personne du duc y étant donc le principal facteur d’unité. Ce caractère essentiel l’engage à préférer au singulier « État bourguignon », le pluriel « principautés bourguignonnes » ou « états bourguignons », expressions qui rendent mieux compte des caractères « fédératifs » de cette construction politique, certes plurielle, mais aussi bien singulière.

B.S.


A travers un dossier bien documenté, l’A. veut illustrer les conflits surgi à la cour et dans l’administration ducales bourguignonnes entre proches du prince déteuteurs de seigneuries et avides de droits et fonctionnaires gardiens de l’inaliénabilité du domaine. Les faits se déroulent dans une seigneurie flamande ressortissant à la châtellenie du Vieuxbourg de Gand et se rapportent aux préventions à la haute justice de plusieurs déteuteurs successifs. Bien que le Conseil de Flandre se soit prononcé à cet égard en faveur des prérogatives ducales contre les agissements d’un seigneur défect (1459), le premier valet de chambre de Philippe le Bon Jean Coustain, un parvenu, acquéreur des lieux, parvient à se faire octroyer la haute justice par des lettres du prince... qu’il a peut-être fait fabriquer lui-même grâce à sa position et ses relations curiales. Il n’en tirera guère profit puisque, accusé d’avoir conspiré contre Charles de Charolais, il périra sur l’échafaud.
en 1462. Cet article, qui illustre particulièrement aussi le poids des clans et des clientèles à la cour, comporte l’édition d’un corpus de sept textes (mars 1459-octobre 1462).

J.-M.C.


L’A. se propose de réévaluer la portée politique et symbolique de cet hommage à la lumière du contexte international de l’événement, des tractations diplomatiques et des échanges épistolaires qui y présidèrent, mais aussi du déroulement exact de la cérémonie, où les gestes et paroles des protagonistes furent en tous points conformes aux pratiques féodales issues de la tradition. Philippe le Beau entend par là se désolidariser, en sa qualité de duc de Bourgogne, de l’attitude belliciste adoptée par son père Maximilien de Habsbourg et s’engage résolument sur la voie de l’alliance française, affirmant publiquement « le poids du lien de vassalité ». L’A. souligne à cet égard le rôle déterminant joué par Philippe de Clèves, qui, dans deux missives capitales adressées à Philippe et à son proche conseiller, François de Busleyden, souligne tout le profit que l’archiduc, ses pays et subjets pourront à coup sûr tirer d’un tel hommage. Le choix de la ville d’Arras, haut lieu de la diplomatie franco-bourguignonne, la prestigieuse assemblée réunie pour la circonstance, le rôle dévolu au chancelier de France, dépositaire du grand sceau royal, « symbole même de la souveraineté », la teneur des lettres patentes établies, en son absence, au nom de Louis XII, tout concourt à la solennité de cette « prestation féodale ». Si pareille cérémonie fut pour Maximilien une grave atteinte à la solidarité dynastique qu’il prétendait imposer à son seul fils, elle représenta par là même une étape décisive dans la politique de concorde du jeune archiduc.


Souffrant du sinistre provoqué par l’invasion bernoise de 1536 et de la destruction d’une part importante des archives ecclésiastiques de la ville, le Grand Pardon de Lausanne est demeuré assez méconnu. Proposant une réinterprétation critique des sources internes (à l’Église) et augmentant son corpus des sources externes (émanant de la ville), essentiellement comptables, l’A. propose une reconstitution du cycle du Grand Pardon de Lausanne entre 1450 et 1534. L’étude porte tant sur la critique de l’historiographie et la problématique des sources que sur la définition de l’institution (dénomination, origine, consolidation, durée, préparatifs, déroulement, impact) ; l’A. donne à la suite une édition avec traduction des pièces du dossier qu’il a pu reconstituer.

E.F.
Hubert et Jan VAN EYCK
Créateurs de l’Agneau mystique

L’Agneau Mystique, le célèbre retable des frères Hubert et Jan Van Eyck, achevé en 1432 est conservé aujourd’hui à l’église Saint-Bavon de Gand pour lequel il a été conçu.

Le livre d’Albert Châtelet présente cet ensemble majeur en offrant une analyse de sa signification comme de son style avec une très large illustration. Il cherche également à montrer ce que furent les prémices de cet art et son développement par Jan, le cadet des deux artistes.

Entre la peinture parienne des premières années du XV° et la peinture européenne du milieu du même siècle, s’élabora avec eux une vision nouvelle essentiellement réaliste, servie par un métier éblouissant. Le livre permet d’approcher à la fois des peintures très connues et des œuvres plus rares.

En complément d’un exposé présentant la vie et les productions des deux artistes, des annexes réunissent les documents sur lesquels s’est appuyée la recherche et un catalogue des œuvres, qui expose les différentes hypothèses qu’elles ont pu suggérer et leurs caractères matériels.

Ce livre est la première étude d’ensemble depuis les publications de James Weale (1908), de Ludwig Baldess (1952) et d’Élisabeth Dhanens (1980), qui apporte de nombreuses nouvelles données par des analyses méthodiques des œuvres et des documents.

SOMMAIRE
- Chapitre I : De Maaseik à Gand et La Haye
- Chapitre II : Dans les ateliers de miniaturistes parisiens
- Chapitre III : Jan van Eyck à La Haye
- Chapitre IV : La genèse de l’Agneau mystique de Hubert et Jan van Eyck
- Chapitre V : L’Agneau mystique
- Chapitre VI : La pratique picturale eyckienne
- Chapitre VII : Après l’Agneau mystique : diplomatie et dévotion
- Chapitre VIII : Visions du divin
- Chapitre IX : Portraits
- Chapitre X : Le Couple Arnolfini
- Chapitre XI : Atelier et disciples
- Chapitre XII : Jan van Eyck dans le contexte européen
54e RENCONTRES : LEYDE – LA HAYE (19-22 SEPTEMBRE 2013)

Les prochaines rencontres du Centre se dérouleront aux Pays-Bas, à raison de deux journées à l’Université de Leyde et d’une journée aux Archives nationales à La Haye, à l’invitation de plusieurs membres du Centre en activité dans cette université. Une excursion sera organisée le dimanche dans la région. Le thème, proposé par les organisateurs locaux, sera le suivant : « Culture historique : la cour, les pays, les villes dans les anciens Pays-Bas (XIVe-XVIe s.) ». Les communications pourront porter sur des questions mettant en relation les différentes facettes de la vie culturelle, littéraire et artistique, et l’évocation du passé. Citons particulièrement, à titre exemplaire, l’historiographie dans les différents milieux où elle s’écrit, la production de livres et d’œuvres d’art sous l’égide de mécènes, les festivités mettant en exergue le patrimoine d’une famille ou d’une ville, la promotion des traditions familiales ou collectives dans les relations extérieures des princes, seigneurs et corps communaux, les manifestations du culte autour de saints patrons ou d’autres figures vénérées, les joutes et tournois... D’une certaine manière, ces thématiques se situeront dans le prolongement de celles qui furent illustrées en 2011, lors des rencontres de Luxembourg, mais on souhaite les aborder dans la perspective des faits contemporains de la période indiquée plus que de celle des « mythes et mémoires ».

Les membres désireux de présenter une communication sont priés de renvoyer dans les délais requis (courrier, fax, courriel) la feuille annexée au présent bulletin, dûment complétée.

COTISATIONS

Notre trésorière, Myriam Cheyss-Condé, invite tous nos membres de la zone Euro à verser leur cotisation (25 €/35CHF ; cotisation de soutien : 60 €) sur le compte belge du Centre, par virement européen électronique ou papier. Prière de l’utiliser quel que soit le pays de résidence. Il suffit de le remplir, de le signer et de le déposer auprès de son organisme financier habituel. Cette invitation s’adresse tout particulièrement à nos nombreux membres français qui risquent, sans cela, de subir les conséquences fâcheuses des difficultés que nous rencontrons malgré nous dans la gestion des paiements de cotisations.
en provenance de France. Les cotisations payées sur le compte suisse doivent être libellées en CHF et non en EUR, ce qui occasionne une perte pour le Centre (et aucun gain pour le payeur...) !

- Centre européen d’études bourguignonnes - UBS, CH 2001 Neuchâtel - 290-F0142567.0 (BIC = UBSWCHZH80A / IBAN = CH98 0029 0290 F014 2567 0) (0=zéro et pas lettre O).


- Compte postal du Centre européen d’études bourguignonnes - Dijon 04 745 45 Y 025 - rue Pelletier de Chambure, 12, F 21000 Dijon (BIC = PSSTFRPPDIJ / IBAN = FR80 2004 1010 0404 7454 50255). (ATTENTION ! À ne plus utiliser actuellement sauf nécessité.)

- Mw ten Raa - van Dijk t.g.v. Centre européen d’études bourguignonnes - n° 615866 (postrekening) - Söderblomplaats, 684, NL 3069 ST Rotterdam.

En cas de paiement par mandat de poste international, indiquer seulement : Centre européen d’études bourguignonnes - Jean-Marie Cauchies.

NOUVEAUX MEMBRES

M. Loïc Colella-Denis (Dunkerque)
M. Florian Mariage (Tournai)
M. Nicolas Simon (Bruxelles)

COLLOQUE INTERNATIONAL

« L’art du récit à la cour de Bourgogne : l’activité de Jean de Wavrin et de son atelier » – Université du Littoral-Côte d’Opale – Département Lettres et Arts – Centre universitaire de la Citadelle (avenue de l’Université, 220/BP 5526) à 59379 Dunkerque Cedex 1. Informations : <jcan.devaux@univ-littoral.fr >.

Jean, bâtard de Wavrin (ca 1395-1475), fut le maître d’œuvre d’un véritable foyer littéraire et artistique. Capitaine et diplomate au service du duc de Bourgogne, il est l’auteur du Recueil des croniques et anciennes istoires de la grant Bretaigne... mais c’est aussi dans son atelier, à Lille, que fut composée une collection de romans de chevalerie en prose, illustrés de miniatures du « Maître de Wavrin ». Aucune étude d’envergure n’a encore été menée sur ce corpus.
CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

_Auteurs des recensions:_ J.-M.C. = Jean-Marie Cauchies ; A.M. = Alain Marchandisse ; J.V.-S. = Jeanne Verbij-Schillings.


Bertrandon de La Broquère est l'un de ces espions envoyés en Orient, dès le début du XIVe siècle, par les dynastes occidentaux, le duc de Bourgogne Philippe le Bon dans les années 1432-1433 en l'occurrence, afin de faciliter, par les informations recueillies, l'organisation d'une croisade-.Originaire de Guyenne, proche du duc, par ses fonctions dans l'hôtel, mais aussi par les missions secrètes qu'il accomplit pour ce dernier, il reprendra ses occupations dans l'administration et la diplomatie à son retour d'Orient, avant de connaître une certaine disgrâce et de décéder en 1459. Son voyage le conduisit à Jaffa, Jérusalem, Bethléem, Gaza, puis à Beyrouth et à Damas, avant, dans la partie spécifiquement investigatrice de son périple, de s'agréger à une caravane turque et de gagner Larende, Konya, Brousse, puis Constantinople et les Balkans. C'est l'exposé de celui-ci, qui tient à la fois et selon les moments, du récit de pèlerinage, de la relation de voyage moderne, extrêmement détaillée, et du rapport de renseignement, en réalité des notes prises au vol in situ par La Broquère, revues partiellement par ce dernier et surtout transformées en un véritable texte par Jean Miélot entre 1454 et 1459 dont H. Basso et J. Paviot ont consacré, à destination du grand public cultivé, une présentation modernisée dans la langue et agrémentée d'une importante annotation infrapaginale, le texte ayant été établi sur la base de l'édition de référence actuelle, celle de C. Schefter (Paris, 1892).

_A.M._


Le cinq-centième anniversaire de la mort du célèbre mémorialiste a donné lieu à la tenue d'un colloque en mars 2011, à Orléans. L'objectif était de renouveler les études commyniennes sans préjugé, en restituant à l'écriture sa dimension, trop occultée au profit de sa « modernité », de penseur médiéval. Cinq membres du Centre y ont contribué. J. BLANCHARD (La foi jurée : le rituel en écriture, pp. 57-68) dégage l'intérêt de Commynes pour les serments et, à travers eux et la loyauté qu'ils sont censés fonder, pour les fidélités et les alliances ; cela permet de mettre en valeur la dimension judiciaire des « mémoires » d'un homme d'expérience, marqué par sa relation contractuelle étroite au roi Louis XI. A travers, en particulier, l'évocation des entrevues précieuses dont il dénonce les risques, Commynes met en avant la nécessité pour le gouvernant de maîtriser ses affects, tels que la peur ou la crainte, idéal médiéval moralisant, mais aussi les mécanismes politiques, dans un esprit plus pragmatique, plus « moderne », souligne K. OSCHEMA (en collaboration avec Chr. Mauntel : Le prince, l'affect et le politique : Commynes et les émotions, pp. 127-143). J.-Ph. GENET (Commynes et les événements d'Angleterre, pp. 179-199) perçoit dans le chef du mémorialiste une connaissance mesurée des Anglais et de l'Angleterre, ombre en permanence menaçante pour le voisin continental, qui lui fournit avant tout la possibilité d'une analyse comparée des systèmes de France et d'Angleterre, nourrissant elle-même
une réflexion politique : l’intérêt pour les princes et, plus largement, la société politique insulaires ne fait pas défaut mais s’oriente davantage vers les individus que vers les institutions. La présence urbaine dans les Mémoires est flamande et italienne (M. BOONE, Philippe de Comynnes et le monde urbain, pp. 201-224) ; là, leur auteur se voit marqué par une culture politique, celle d’un milieu familial et familial – on n’ignore pas les relations tumultueuses des seigneurs de Comynes avec les grandes villes du comté –, tandis qu’ici, il décrypte des jeux d’équilibre de pouvoirs, à Milan, Florence... ; notons dans cet article l’esquisse d’un parallèle entre Comynes et Wielant, juriste et lui aussi mémorialiste, révélateur de point communs dans une approche de l’actualité. C. EMERSON (Qui a lu Comynnes au XIXe siècle ?, pp. 343-354) commente l’appréciation portée par des éditeurs et, par la force des choses, lecteurs, voyant en Comynes un auteur « incontournable » mais suspect, pas assez français à leurs yeux, en raison de ses origines familiales, et proposant ainsi à leur propre lectorat une grille d’interprétation.

J.-M.C.

Frieden schaffen und sich verteidigen im Spätmittelalter. Faire la paix et se défendre à la fin du Moyen Âge, éd. par G. NAEGLE, Munich, Oldenbourg Verlag, 2012, 424 p. [Pariser Historische Studien, Bd. 98].

Ce livre réunit les actes d’un colloque international organisé à Paris en janvier 2010. Cinq membres du Centre y ont pris part. Dans une copieuse introduction (Einleitung, pp. 9-48), l’éditrice scientifique en définit la thématique, centrée sur la résolution des conflits à travers des systèmes de défense et de négociation et leurs bases idéologiques. Autour de la guerre de Cent Ans, J.-M. MOGLIN (A la recherche de la « paix finale » : Guerre et paix dans les relations des rois de France et d’Angleterre au XVe siècle : références normatives et pratiques politiques, pp. 51-82) met en lumière l’obstination des parties dans la recherche d’une paix qui se fait attendre, et ce sous une série d’éclairages : vassalité, prétentions à la couronne, implication des royaumes dans leur ensemble, références aux valeurs chrétiennes privilégiant l’union contre les infidèles, valorisation de liens de parenté et d’« amour ». B. SCHNEHR (Sauver les meubles. A propos de quelques traits de capitulation de forteresses du début du XVIe siècle, pp. 215-264) se transporte en Normandie, pays aux prises avec la conquête militaire et politique d’Henri V d’Angleterre ; un corpus de textes, bien visible à travers un ample répertoire des traités conclus, fait découvrir parties et négociations, élaboration des écrits, conditions imposées avec le souci de sauvegarder vies et biens. Ce sont plusieurs traités des années 1435 à 1443 qu’exploite G. NAEGLE (« Qui desiderat pacem, preparat bellum ». Guerre et paix chez Jean Juvenal des Ursins et Enea Silvio Piccolomini, pp. 267-314) ; de savants auteurs, bien connus, y recourent aux débats d’idées argumentés, déplorant les malheurs de la guerre qui répand feu et sang, prenant en compte des expériences situées dans le temps et dans l’espace (France, Angleterre, Empire), ainsi que la Bible, des exempla antiques, le droit canonique... ; les réflexions de ces auteurs les amènent en fait, en termes d’objectifs politiques, à balancer entre paix et guerre. J. PAVIOT (Faire la paix pour faire la guerre. Paix et guerre dans la croisade, pp. 315-327) rappelle que la paix fait figure de condition préalable, sine qua non, entre les princes chrétiens s’ils veulent mener le combat contre les infidèles ; une res publica chrétienne devrait fonder l’entreprise de récupération des Lieux saints, objectif présent à la fois dans des écrits, tels ceux de Philippe de Mézières (troisième quart du XIVe siècle), et des actions diplomatiques, à la manière de Philippe le Bon (milieu du XVIe siècle), en l’espèce vouées à l’échec en dépit d’un vœu de croisade. Un texte célèbre du 14 octobre 1468 a beau inspirer à l’indicaire ducal bourguignon un traité, le « Livre de Paix », et une moralité, « La Paix de Péronne » : J. DEVAUX (« Entre le difficile et le
Possible». George Chastelain, panégyriste de la paix de Péronne, pp. 329-342) les identifie comme des travaux de commande, non dépourvus d’ambiguïtés, devant l’attitude des deux protagonistes signataires, roi Louis et duc Charles, et la gravité de la crise des relations franco-bourguignonnes, à l’entretien desquelles Chastelain est fort attaché ; il propose d’y voir des pages de propagande pour la morale en politique et la mise en valeur des vertus censées guider les princes dans leur œuvre de paix.

J.-M.C.

Cette étude porte sur deux des trois, peut-être quatre, volumes — le troisième (un quatrième ?), qui est en réalité le second de l’ensemble, est perdu — d’une Fleur des Histoires de Jean Mansel, dans sa première version, en l’occurrence les nss Acc. 2008/74 et Thott 568 2° de la Bibliothèque royale de Danemark. Leur examen approfondi, en particulier celui des armes qui y sont représentées, permet de prouver que cette œuvre fut réalisée pour Philippe de Hornes (1423-1488), seigneur de Gassbeek et de Bancigny, avant de passer, notamment par le jeu des alliances matrimoniales, au sein du lignage de Montmorency, auquel il était jusqu’à présent lié, en particulier à la bibliothèque du connétable Anne de Montmorency (1492-1567). Il donne par ailleurs à penser qu’il existait à Bruges, dans les années 1470-1490, un ensemble de copistes, décorateurs et autres miniaturistes attachés à la confection, rapide, de façon quasi « industrielle », à plusieurs mains et donc avec une certaine disparité de styles, de manuscrits enluminés en langue vernaculaire, les figures de proue en étant les Maîtres du Froissart Harley et du Joseph Soane.

A.M.

La perception des impôts indirects, en particulier ceux sur l’exploitation et la consommation de boissons alcoolisées, généra des conflits divers, initiés notamment par tous ceux — autorités urbaines, princes — dont les revenus se trouvaient restreints par l’exemption dont pouvaient se prévaloir les tavernes situées _extramuros_ et leur visiteurs. Le présent article retrace celui suscité, à Valenciennes, par l’édit promulgué par l’archiduc Philippe le Beau, comte de Hainaut, souverain des Pays-Bas, le 22 mai 1500, et les réactions à ce dernier, en particulier l’opposition entre les fermiers de l’assise sur le vin et les édiles urbains auxquels les premiers reprochaient de ne pas appliquer la législation sur la fréquentation des débits de boissons hors les murs. Au terme d’un long cheminement procédural, les fermiers sont déboutés par le Grand Conseil archiducal le 3 juillet 1500. L’article se clôt, outre sur l’édition des pièces du dossier, par une évocation de la postérité de celui-ci — un appointement pour le Hainaut, en août 1500, ou encore la condamnation d’un controvenant valenciennois, avec voies de fait, à la législation en juin [1503] — et de la situation ailleurs en Hainaut et, plus largement, au sein des Pays-Bas, dans ces mêmes matières.

A.M.

Prenant pour cas d’espèce le procès du duc de Nemours Jacques d’Armagnac, exécuté le 4 août 1477, au terme d’une procédure politique dont le roi Louis XI fut l’incontestable maître d’œuvre, procès connu par le ms. 2000 de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, tout en envisageant de s’interroger sur les rapports existant entre les relations de ces derniers et, parmi des récits apparentés, ceux qu’en font les mémoires, l’A. porte son regard sur le lexique des éléments qui conduisent à ces manifestations de la justice royale, en l’occurrence la conjuration, dans l’ensemble de ses éléments constitutifs : ses phases, ses lieux, ses acteurs – leurs discours, leur tempérament –, ses gestes, ses objets – les scellés –, ses rituels, etc. Il conclut à un lexique peu discriminant, à une « opacité sémantique en langue vernaculaire », possiblement expliquée par une instabilité linguistique au XVe siècle – « pas de mot clair, donc tous les mots » –, là où le ms. étudié propose quant à lui une vision très précise du complot et de l’action judiciaire, extraordinaire mais quasi *sine qua non*, qui fut appliquée à son protagoniste et constitue « une arme politique dans le débat qui vise à se réapproprier l’opinion publique et à démontrer et valider le caractère exceptionnel de la procédure », voire le réceptacle d’une *memoria* à l’usage d’un roi récidiviste.

A.M.


L’article traite de l’appréciation manifestée par la critique d’art espagnole pour le peintre malinois Michel Coxie (1499-1592), un des peintres les plus estimés par ses commanditaires habsbourgeois, notamment Philippe II. Coxie se révèle en particulier comme un copiste de talent. Parmi ses œuvres se trouvent des copies de chefs-d’œuvre de Jan van Eyck et Rogier van der Weyden. L’A. décrit comment, dans les dernières décennies du XVIe siècle, la critique a su repérer un nombre considérablement plus grand d’œuvres que les huit qui figurent dans un catalogue des tableaux de l’Escorial, paru en 1857. En outre, il se trouve que Coxie a exercé une influence importante sur la peinture espagnole.

J. V.-S.


L’A. examine de quelle manière Marguerite d’Autriche a entretenu des rapports avec les grands officiers aux anciens Pays-Bas, afin de renforcer les liens au service de la bonne marche de l’État et la loyauté exigée envers la dynastie. Il distingue cinq actions qui favorisent la réunion de ces fidèles dans les institutions : assister à des moments privilégiés, mener une politique matrimoniale qui cherche à tisser des liens entre les grands commis, partager les repas, participer à des moments de loisir commun et montrer sa générosité. Il se trouve que la gouvernante parvient à constituer autour de sa personne une *familia*, qui est portée à concourir aux visées dynastiques. D’autre part, elle veille à assurer à ces fidèles
une fonction et des revenus, un appui nécessaire. Enfin, il ressort qu'il est malaisé de tracer une frontière entre les échanges publics et privés.

J. V.-S.


L'A. s'interroge sur le comportement de l'Église médiévale envers les délits sexuels. Il constate que d'une part leur condamnation semblait être une base du travail des théologiens et le terrain favori des juges d'officialité épiscopaux, tandis que d'autre part l'Église faisait preuve d'une grande tolérance envers la prostitution et la concubinage, voire les curés concubinaires. L'A. considère plusieurs motifs pour cette tolérance relative, où l'avidité financière des institutions ecclésiastiques et des cours épiscopales se révèle comme l'élément le plus facile à démontrer. A part la préoccupation réelle de l'ordre moral et social, il distingue comme un facteur décisif l'ampleur de la faim sexuelle dans un clergé entravé dans son comportement par les règles du célibat. À la base de ses réflexions se trouve la « Taxation par l'officialité de l'évêque de Cambrai sur les filles de joie dans la ville de Cambrai », éditée dans son intégralité en annexe. Comme à York et à Avignon, le nombre assez extravagant de filles de joie à Cambrai vers 1400 s'explique avant tout par la densité de la population cléricale.

J. V.-S.


Cette ambassade relève de la diplomatie menée par le roi de Bohême, élu en 1458, Georges de Poděbrady (Podiebrad), noble de confession hussite. Elle s'intègre dans les démarches afférentes à un vaste projet, conçu par le Grenoblois Antoine Marini, conseiller royal, de ligue des princes chrétiens contre les Turcs : Podiebrad avait en effet recours à des collaborateurs catholiques pour la conduite de négociations. En même temps, il s'agissait d'écarter du risque d'une croisade déclenchée à l'initiative de Rome contre les « hérétiques » bohémiens. L'auteur du journal — au sens propre, tenu au jour le jour — est un petit noble tchèque, qui y rapporte de façon détaillée le déroulement de l'ambassade. À tous égards, les résultats s'en révèlèrent décevants. La source est éditée en traduction française. Ces notes journalières demeurent certes succinctes mais elles ne manquent pas de précisions sur les faits survenus, les lieux visités et les impressions ressenties.

J. M.-C.
APPEL À COLLABORATION : TRANSPORT DES VOLUMES

L’ensemble du stock de notre 52e publication, tirés à part inclus, a été livré le vendredi 14 septembre dernier, aux facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles.

Pour éviter des frais de port inutiles, il serait souhaitable que, comme les années précédentes, un certain nombre de volumes puissent être distribué par nos membres.

Merci d’être attentif à cette demande.

Jean-Marie Cauchies

TABLES DES PUBLICATIONS DU CENTRE

En 2010, le Centre européen d’études bourguignonnes (XIVe-XVIe s.) publiait le tome 50 de ses publications. À cette occasion, une équipe a réalisé un volume de tables comprenant :

Une présentation, par Jean-Marie Cauchies ; un répertoire des volumes, par Camille Meessen ; une table des articles par matières, par Alain Marchandisse et Monique Sommé (avec la collaboration de Jonathan Dumont) ; une table des articles par auteurs, par Camille Meessen ; une table chronologique des documents édités, par Jean-Marie Cauchies ; une table des illustrations à double entrée (thématicque et typologique), par Emmanuel Falzone ; une table des cartes et plans, par Jean-Marie Cauchies et Camille Meessen.

Le prix du volume est de € 20 (à majorer pour frais de port de € 2 pour la Belgique et de € 5 pour l’étranger) à verser sur le même compte que la cotisation. Le volume peut aussi être retiré sans frais de port sur communication préalable à l’adresse ci-dessous.

Si vous souhaitez commander ce volume, prière de prendre contact directement avec le Secrétariat général :

Prof. Jean-Marie Cauchies
Facultés universitaires Saint-Louis
Boulevard du Jardin botanique 43
B-1000 Bruxelles
jmcauchies@fusl.ac.be
54e RENCONTRES : LEYDE – LA HAYE (19-22 SEPTEMBRE 2013)

Les cinquante-quatrièmes rencontres du Centre européen d'études bourguignonnes auront lieu, comme précédemment annoncé, aux Pays-Bas. Rappelons-en le thème fixé (voir bulletin n° 64, d'octobre 2012) : « Culture historique : la cour, les pays, les villes dans les anciens Pays-Bas (XIVe-XVIe s.) ». Les séances de travail du jeudi et du vendredi se dérouleront dans le cadre accueillant et privilégié de la Bibliothèque universitaire de Leyde, une merveille d'architecture fonctionnelle où, de surcroît, l'esthétique et la lumière ont leur place. Des visites sont prévues : collection de manuscrits de la bibliothèque (des perles de l'époque bourguignonne...), papiers de l'historien Johan Huizinga (1872-1945), Pieterskerk, musée Lakenhal. Le samedi, le colloque se déplacera à La Haye, aux Archives nationales, pour une troisième journée de travail, assemblée générale comprise. Une visite du musée du livre Meermanno-Westreenianum sera organisée dans cette ville. Le dîner officiel aura lieu le vendredi soir, à Leyde. La journée du dimanche sera consacrée à une excursion qui mènera notamment les participants à Teylingen, où est morte la comtesse déchue de Hollande, Zélande et Hainaut, Jacqueline de Bavière (1436).

Le renvoi (postal ou électronique) du formulaire annexé au présent bulletin est INDISPENSABLE pour obtenir les informations ultérieures (prochainement : liste d'hôtels ; fin août : programme).

Liste des communications (ordre alphabétique des orateurs : la langue dans laquelle est formulé chaque titre sera celle utilisée dans l'exposé et certains titres pourront encore être précisés) :

Céline BERRY (Paris), Les Luxembourg et Cambrai : La fête de la Licorne organisée par Louis de Luxembourg en 1454
Bram CAERS (Anvers), Charles le Téméraire dans l'historiographie urbaine : Malines
Mario DAMEN (Amsterdam), Patricians, knights and/or nobles ? Historiography and identity in late medieval Antwerp
Sonja DÜNNEBEIL (Vienne), Die Aufnahme Philipps des Schönen in den Orden vom Goldenen Vlies
CENTRE EUROPEEN D’ETUDES BOURGUIGNONNES (XIV°-XVI° SIECLE)

BULLETIN D’INFORMATION n° 65 — FEVRIER 2013

Antheun JANSE (Leyde), *La mémoire de Jacqueliè de Bavière au XV° siècle*
Bas JONGENELEN (Tilburg), *De convocatie als humoristische traditie : referreynen in het zotte in Rotterdam (1501)*
Jacqueline KERKHOFF (Heeswijk), *Het hof op reis. Maria van Hongarije vanuit de Nederlanden naar Spanje (1556)*
Aart NOORDZIJ (Leyde), *Historiography in Guelders*
Robert STEIN (Leyde), *Regional chronicles in a composite monarchy*
Anton van der LEM (Leyde), *Hersijt der Middeleeuwen in Huizinga’s archief en bibliotheek (en relation avec une exposition de documents se rapportant à ce grand historien)*
Arjan van DIXHOORN (Gand/Middelburg), *Historiography in Zeeland*
Jeanne VERBIJ-SCHILLINGS (Maastricht), *L’historiographie dynastique dans le contexte urbain*
Stijn VILLEGRIUS (Gand), *Charles le Téméraire dans l’historiographie urbaine : Bruges*
Livia VISSE-FUCHS (Baarn), "Une très belle besogne": how Jean de Wavrin described battles for his courtly readership
Hanno WIJSMAN (Paris), *Historicité des images. Culture historique et scènes de présentation dans les manuscrits de Philippe le Bon*

DIFFUSION DU BULLETIN

Les frais d’envoi de plus en plus élevés que le Centre est contraint de supporter ont amené le Comité exécutif à fixer pour les membres qui, légitimement, souhaitent continuer à recevoir par voie postale une version « papier » du bulletin d’information un supplément de 2 €, et ce à partir de l’année 2014. Les membres qui marquent leur accord pour un envoi électronique futur (sans supplément de cotisation) et qui n’ont pas déjà fait choix de cette option sont instamment priés de communiquer dès que possible leur adresse à ceeb.14.16@gmail.com.

A partir de l’année 2014 aussi, un supplément de 2 € pour la Belgique, de 5 € pour l’étranger sera demandé pour l’envoi, en octobre, du volume annuel. Comme par le passé, le Secrétariat général veillera à multiplier les possibilités de transfert et de dépôt gratuits « de la main à la main ».

COTISATIONS

En dépit de nos besoins et de notre insistance, une cinquantaine de membres n’ont malheureusement pas encore pris soin d’acquitter le montant de leur cotisation pour 2012 (et n’ont donc pas reçu le n° 52 de nos publications). Ils sont invités à le faire, en acquittant simultanément le montant pour 2013. On rappellera que les cotisations sont attendues en début d’année (et non à terme échu...) puisque leur montant est utilisé pour financer le volume de l’année.

Notre trésorière, Myriam Cheyns-Condé, invite tous nos membres de la zone Euro à verser leur cotisation (25 €/35CHF ; cotisation de soutien : 60 €) sur le compte belge du Centre, par virement européen électronique ou papier. Prière de l’utiliser quel que soit le pays de résidence. Il suffit de le remplir, de le signer et de le déposer auprès de son organisme financier habituel. Cette invitation s’adresse tout particulièrement à nos nombreux membres français qui risquent, sans cela, de subir les conséquences fâcheuses des difficultés que nous rencontrons malgré nous dans la gestion des paiements de
cotisations en provenance de France. Les cotisations payées sur le compte suisse doivent être libellées en CHF et non en EUR, ce qui occasionne une perte pour le Centre (et aucun gain pour le payeur...) !

- Centre européen d’études bourguignonnes - UBS, CH 2001 Neuchâtel - 290-F0142567.0 (BIC = UBSWCHZH80A / IBAN = CH98 0029 0290 F014 2567 0) (0-zéro et pas lettre O).


- Compte postal du Centre européen d’études bourguignonnes - Dijon 04 745 45 Y 025 - rue Pelletier de Chambure, 12, F 21000 Dijon (BIC = PSSTFRPPD1J / IBAN = FR80 2004 1010 0404 7454 5 Y02 555). (ATTENTION ! À ne plus utiliser actuellement sauf nécessité.)

- Mw ten Raa - van Dijk t.g.v. Centre européen d’études bourguignonnes - n° 615866 (postrekening) - Süderblomplaats, 684, NL 5069 ST Rotterdam.

En cas de paiement par mandat de poste international, indiquer seulement : Centre européen d’études bourguignonnes - Jean-Marie Cauchies.

NOUVEAUX MEMBRES

Dr Torsten Hiltmann (Münster)

ACTUALITES


Les universités du Maine (Joël Blanchard), de Nantes (Frédéric F. Martin) et de Paris I (Olivier Matteoni) organisent au Mans, les 6 et 7 juin 2013, un colloque international : « Le discours judiciaire à l’épreuve du pouvoir. Les procès politiques de Louis XI ». Il permettra à des historiennes, des juristes et des littéraires de croiser leurs réflexions sur le thème proposé. Une table ronde s’y tiendra sur un projet de constitution d’une équipe dans le cadre de l’édition de textes en rapport avec les procès politiques sous ce roi. Pour tous renseignements : jblanchard3@wanadoo.fr.

En souscription (jusqu'à la parution, en mai 2013) : *Comptes des hôpitaux et bonnes maisons douaisiennes* (1307-1361), édition par Monique Mestayer. Deux volumes (1 500 pages) constituieront le tome XVI (5e série) des *Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts de Douai*. Les documents concernent sept anciennes maisons douaisiennes (hôpitaux, léproserie, béguinage, tables du saint-esprit,...). Commande : Société d'agriculture, sciences et arts, Archives communales, rue de l'Université, 45, F 59500 Douai, ou sasa@ville-douai.fr.

**LE SITE WEB DU CENTRE**

Le comité exécutif est heureux de pouvoir vous annoncer la naissance du site web de notre centre. Le projet en cours avait déjà été annoncé lors de l'assemblée générale de septembre 2012 à Calais et il a maintenant été réalisé. Désormais tous peuvent se rendre à l'adresse http://www.unine.ch/ceech/ pour tout savoir sur le Centre européen d'études bourguignonnes.

Le site est réparti dans plusieurs rubriques : des informations générales sur nous et sur notre centre d'intérêt, des données statistiques sur les membres, la composition du comité exécutif, les statuts, les listes des rencontres et des publications annuelles, des informations à propos des volumes de la collection Burgundica, des actualités, etc. Le contenu n'est évidemment pas gravé dans le marbre et des mises à jour et des évolutions sont envisageables et envisagées.

Notre site est hébergé au sein du site de l'Université de Neuchâtel (UniNE), où un de nos jeunes membres, Grégoire Ogney, a pris sur lui les tâches de la construction et de la mise en page. Le comité le remercie vivement pour le beau travail réalisé !

Grâce à l'amabilité de la Bibliothèque royale de Belgique, le site est illustré de quelques images du riche fonds de manuscrits de cette institution qui est l'héritière directe de la Librairie des ducs de Bourgogne.

Je vous serai très reconnaissant pour tout retour concernant le site, par mail à mon adresse (hannowijsman@gmail.com) ou à l'adresse du centre. N'hésitez pas à me faire connaître votre avis, vos critiques, des corrections ou encore des suggestions !

Bonne découverte !

Hanno Wijsman

**CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE**

*Auteurs des recensions* : J.-M.C. = Jean-Marie Cauchies ; M.S. = Monique Sommé ; J.V.-S. = Jeanne Verbij-Schillings ; H.W. = Hanno Wijsman.


Ce fort volume, qui contient les actes d’un colloque tenu à Lille et à Bruxelles en 2006, rassemble 31 articles (dont 12 écrits par des membres du Centre) qui évoquent les biographies de femmes politiques du XIIIe au XVIe siècle, répartis en 5 parties : reines et régentes, reines et maîtresses, principautés territoriales, Église, littérature et arts.
Philippe CONTAMINE, Yolande d’Aragon et Jeanne d’Arc : l’improbable rencontre de deux parcours politiques, décrit le rôle politique en France entre 1424 et 1431 de la reine de Sicile, duchesse d’Anjou et de Touraine, et suggère un éventuel rapprochement avec Jeanne d’Arc (p. 11-30). — Jean-Marie CAUCHIES, Jeanne d’Aragon-Castille († 1555), ou la quête d’un pouvoir introuvable, s’interroge sur le pouvoir de Jeanne dite « la Folle » en procédant à l’analyse critique de l’abondante bibliographie consacrée à la reine, recluse après la mort de Philippe le Beau (p. 67-81). — Jean RICHARD, Les pouvoirs de Blanche de Castille, s’attache à montrer la nature des pouvoirs de la reine, surtout entre 1226 et 1234, après la mort de Louis VIII, bien avant qu’elle n’ait gouverné en l’absence de son fils saint Louis parti en croisade (p. 91-100). — Laurence DELOBETE, Une femme de pouvoir au XIIe siècle : Héloïse de Joinville, vicomtesse de Vesoul, brossé la biographie d’une noble veuve qui a exercé son pouvoir féodal de douairière aux confins du royaume de France et de l’Empire, de 1267 à 1312 (p. 213-245, 1 fig.). — Michelle BUBENICEK, Et la dicte dame est estë contesse de Flandres... Consécration de classe, image de soi et stratégie de communication chez Yolande de Flandre, comtesse de Bar et dame de Cassel (1326-1395), montre une femme de combat qui défend ses droits à une jouissance de son apanage de Cassel, faute d’un rang marqué, celui de « comtesse de Flandre » (p. 311-324, 3 fig.). — Monique MAILLARD-LUYPAERT, Marguerite d’Avesnes, Madame de Hainaut (1345-1356) : « faible femme » ou femme affaiblie ?, dresse le portrait d’une femme en proie aux difficultés de l’exercice du pouvoir dans son gouvernement du comté de Hainaut (p. 325-347). — Eric BOUSMAR, Jacqueline de Bavière, trois comtés, quatre mariés (1401-1436) : l’inévitable excès d’une femme au pouvoir ?, décrit les pérplexes de l’existence atypique de cette princesse à la personnalité discutée, héritière de trois comtés (Hainaut, Hollande, Zélande) et mariée successivement au Dauphin, au duc de Brabant, au duc de Gloucester et à Frank van Borselen (p. 385-455, 1 tabl.). — Alain MARChANDISSE, Le pouvoir de Marguerite de Bavière. Une esquisse, expose l’importance de l’épouse du duc Jean sans Peur qui exerça le pouvoir entre 1409 et 1419 dans les duché et comté de Bourgogne, en particulier dans les domaines militaire et administratif (p. 493-506). — Anne-Marie LEGARE, Jeanne de Laval politique, dégage la personnalité de l’épouse (1433-1498) de René d’Anjou, qui apparaît dans ses cadeaux et étreintes et dans les livres de sa bibliothèque (p. 551-570, 5 fig.). — Dagmar EICHERGER, Instrumentalisierung Art for Political Ends. Margaret of Austria, regente et gouvernante des pays bas de l’empereur, montre l’utilisation faite de l’art (église de Brou, généalogies et portraits de famille, peintures historiques) à des fins politiques par Marguerite d’Autriche durant sa régence des Pays-Bas de 1507 à 1530 (p. 571-584, 5 fig.). — Gennaro TOSCANO, Isabella di Chiaromonte (1424-1465), reine de Naples, et sa commande à Colantonio du Retable de saint Vincent Ferrer, rappelle le rôle politique de cette femme de pouvoir et de piété et décrit les caractères du retable commandé vers 1455 (p. 585-599, 12 fig.). — Jean DEVAUX, A vostre priere et parole il en voulra grandement mieux : images de la médiatrice dans les Chroniques de Froissart, relève les images de princesses conciliatrices du XIVe siècle décrites par le chroniqueur comme intercédant auprès des ménages et agissant en diplomatie pour la paix (p. 601-614).

M.S.


Si le titre promet au lecteur une étude centrée sur une région bien définie, l’auteur en déborde à vrai dire les contours, vers la Bourgogne (royale), le Lyonnais, la Suisse, l’Alsace... Attention à l’entrée de jeu aux difficultés posées par le vocabulaire autour de Yersinia pestis et
sans négliger les antécédents médiévaux, il centre son propos sur un siècle et demi d'épidémie(s), de la Peste Noire (1348/50) à la fin du XVᵉ siècle. Durée du mal, retours, dits récurrences, en tels ou tels lieux ou contrées – par exemple à Monthéliard au moins huit fois entre 1418 et 1480 –, « oasis » protégées, données souvent ardues à identifier, le sont à l'aide d'un foisonnement de sources, comptables (domaine, tailles, bailliages et châtellenies...) et narratives, sur la base desquelles on peut tenter avec prudence d'établir un bilan du tribut payé à la maladie, sur fond de disparités géographiques et démographiques, les seconde demeurant toujours malaisées à saisir. La population, aux prises, peu ou prou dans toutes ses composantes, avec une contagion qu'elle ne s'explique sans doute pas vraiment, multiplie les actes de dévotion et voit sa vie quotidienne bouleversée jusque dans les rouages qui la gouvernent. L'A. estime toutefois fondé de parler d'une véritable « politique sanitaire », en d'autres termes d'une réaction collective et organisée devant le fléau répété. Il semble en outre que la Franche-Comté ne soit pas à répertorier au nombre des régions le plus cruellement touchées.

J.-M.C.


L'A. vise à reconstituer la composition des Etats de Hainaut sous le règne de Philippe le Bon ainsi qu'à comprendre les principes de convocation. L'introduction traite des sources utilisées, dont les comptes du grand bailliage, qui constituent la source principale de la recherche. L'étude se compose de deux volets. Dans la première partie, l' A. s'interroge sur la nature de l'institution, les limites de la source, les principales missions de l'assemblée et les procédés de convocation, ce qui aboutit à un tableau reprenant, année par année, toutes les sessions des Etats. La deuxième partie concerne l'analyse de la composition de l'assemblée, chambre du clergé, chambre de la noblesse et troisième membre, comprenant les représentants des bonnes villes et les officiers, indiqué comme « Tiers État », terme en effet anachronique pour l'époque étudiée mais justifié au fil des années. Cette partie se termine par un exposé sur les objets, les lieux des réunions et une caractérisation. L' A. constate que la composition des Etats de Hainaut se démarque de celle des autres assemblées d'Etats. Pour ce qui est du clergé, la plus grande originalité est la présence des représentants du bas clergé. On relève le grand nombre de villes siégeant à l'assemblée. En ce qui concerne les principes de convocation, le facteur le plus évident est fiscal. Outre cela jouent un rôle l'importance propre des députés, l'actualité du moment et la volonté du duc de Bourgogne ou de son principal représentant. Un index des personnes et des lieux termine l'étude.

J.-V.-S.


L'étude, introduite par un récit des Cent nouvelles nouvelles touchant une affaire matrimoniale, porte sur la question des conflits entre juridictions laïques et ecclésiastiques, envisagées du point de vue de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, et de son demi-frère Jean de Bourgogne, évêque de Cambrai. Après des négociations où interviennent le duc,
l'évêque, le chapitre cathédral, un concordat est promulgué en Hainaut en novembre 1449, qui tempère une ordonnance plus restrictive de février 1448. Il définit les prérogatives de l'autorité épiscopale face aux pouvoirs de juridiction du duc-comte. Cette affaire marque un tournant dans l'histoire de la réduction des compétences de l'évêque au profit de celles du prince, en même temps que l'officialité de Bruxelles prenait le même rang que celle de Cambrai.

M. S.


Un dossier juridique renseigne sur les fortes tensions qui pouvaient exister entre pouvoirs laïques et ecclésiastiques au Moyen Âge tardif. Une série d'incidents, s'étant produits dans les années 1424-1428 à Valenciennes, la plus grande ville du comté de Hainaut, culmina en 1430 avec un interdit sur la ville et l'excommunication des membres du magistrat. L'interdit, ou « cés », consistait en la privation momentanée de moyens de salut (célébration d'offices divins, sacrements, sépulture en terre chrétienne) pour un individu ou une communauté (village, paroisse, ville). L'excommunication excluait complètement une personne ou un groupe de personnes de la communauté des fidèles. L'A. souligne d'ailleurs que la distinction entre interdit et excommunication n'était certainement pas toujours très limpide pour les contemporains. Dans le document, conservé aux Archives départementales du Nord à Lille, qui se trouve à la base de cet article, toute une série d'incidents concrets sont répertoriés. La plupart se rapportent à des cas de refus ou de défaut du magistrat communal de livrer un délinquant, clerc ou laïc, entre les mains de la justice épiscopale. Si cette source ne nous renseigne pas sur les conséquences sociales concrètes de cette excommunication, elle jette de la lumière sur les relations parfois très tendues entre les villes et l'Église aux anciens Pays-Bas.

H.W.

G. NAEGLE, Beobachten, erinnern, belehren: Fürst und Hof bei Enea Silvio Piccolomini und Christine de Pizan, dans Chr. REINLE et H. WINKEL (éd.), Historische Exempla in Fürstenspiegeln und Fürstenlehren, Francfort/Main e.a., 2011, pp. 99-144.

L'A. procède à une comparaison entre Enea Silvio Piccolomini (qui devint le pape Pie II) et Christine de Pizan, avec une attention spéciale pour l'image que les deux donnent du prince et de la cour dans leurs travaux respectifs. Christine (1364-vers 1430) et Enea Silvio (1405-1464) étaient des Italiens qui, pour un temps, vécurent en exil loin de leur terre natale. Tous deux vivaient dans l'idée d'être incompris par leur propre génération et dans l'espoir, voire dans la conviction, qu'à travers une stylisation de leur propre personne dans leurs œuvres, les futures générations allaient mieux les apprécier. G. N. examine spécifiquement l'usage d'exempla dans le Pentalogus (1443), qu'Enea Silvio écrivit à propos de et pour l'empereur Frédéric III, et le Livre des faits et bonnes mœurs du sage roy Charles V (1404), que Christine dédia à Philippe le Hardi. Dans ces deux textes appartenant au genre des miroirs des princes, les multiples exempla sont parfois tirés de l'histoire classique et parfois d'un passé très proche des auteurs. Dans les deux cas on peut constater que l'auteur poursuivit un enseignement, mais aussi une double memoria, celle du roi ou de
l'empereur ainsi que la sienne propre. Les *exempla* servaient à souligner les conseils que donne l'auteur, mais G. N. constate une différence dans leur utilisation. Si pour Christine la forme et les valeurs transmises par eux sont fermement ancrées dans la tradition morale et religieuse du Moyen Âge et si les conseils restent plutôt généraux, pour Enea Silvio leur sens est beaucoup plus pratique, précis et directement applicable. En outre, contrairement à Christine, le futur pape se permet d'exprimer des critiques envers le dédicataire de son texte, même si c'est de façon voilée.

H.W.


Cet article propose une analyse interdisciplinaire des différentes données disponibles à propos du château de Fressin (Pas-de-Calais), siège de la famille de Créquy à la fin du Moyen Âge et au début des temps modernes. On ne sait à quel moment la résidence principale de la famille de Créquy fut déplacée de Créquy à Fressin, mais le château de Fressin fut sans doute profondément remanié, au milieu du XVᵉ siècle, sous Jean V de Créquy (c.1400-1472). Son fils Jean VI (mort en 1515) a pu poursuivre les travaux. Comme les archives de l'évêché de Thérouanne, celles de l'abbaye de Ruisseauville (fondation familiale des Créquy) et le fonds ancien des Archives départementales du Pas-de-Calais ont été perdus, les sources écrites sont peu nombreuses et dispersées. Pour les compléter, l'A. a eu recours à un faisceau d'informations, notamment géomorphologiques, iconographiques et archéologiques (prospections et sondages des environs de la ruine). Le château de Fressin a dû connaître une organisation caractéristique en haute- et basse-cour, marquant la distinction habituelle entre la résidence fortifiée et le centre d'exploitation domaniale. L'auteur ne manque pas non plus de confronter son analyse à des études de certains autres châteaux. Malgré un manque total de sources écrites à ce sujet, des trouvailles numismatiques suggèrent une occupation par des troupes espagnoles à la fin du XVIᵉ siècle et une reprise par les Français dès le début du XVIIᵉ siècle.

H.W.